PERSPECTIVES DU MARCHÉ DE L'HABITATION Canada

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Date de diffusion : quatrième trimestre de 2014

Les mises en chantier d'habitations sont stables, mais ralentiront légèrement en 2016

Aperçu[1]

Mises en chantier :
2014: 189 000
2015: 189 500
2016: 187 100

Ventes de logements existants :
2014: 476 100
2015: 482 500
2016: 477 200

Mises en chantier d'habitations :

Selon les prévisions, le nombre annuel de mises en chantier d'habitations se situera entre 186 300 et 191 700 en 2014, entre 172 800 et 204 000 en 2015, et entre 168 000 et 205 800 en 2016.

Ventes de logements existants : Le nombre de ventes MLS® (Multiple Listing Service®)[2] devrait être compris entre 467 400 et 482 000 en 2014, entre 457 300 et 507 300 en 2015 et entre 448 000 et 508 000 en 2016.

Prix de revente : Le prix MLS® moyen devrait se situer entre 401 600 et 405 400 $ en 2014, entre 403 600 et 417 800 $ en 2015, et entre 407 300 et 424 500 $ en 2016.

Perspectives provinciales : En 2014, le plus fort taux de croissance des mises en chantier d'habitations est attendu en Alberta, province où les perspectives de l'économie seront meilleures que dans le reste du pays. Une hausse de la construction résidentielle est également prévue au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, mais elle sera modeste. Les mises en chantier d'habitations devraient augmenter en Ontario en 2015 et afficheront une modeste croissance au Québec et en Colombie-Britannique en 2015 et 2016, grâce à l'amélioration de la conjoncture économique.

[1] Les perspectives ne sont pas à l'abri de l'incertitude. Dans la présente publication, la SCHL donne des prévisions ponctuelles, mais elle fournit également des fourchettes de prévisions et décrit les facteurs de risque, s'il y a lieu. Les prévisions contenues dans le présent rapport sont fondées sur les données disponibles en date du 22 octobre 2014.

[2] Multiple Listing Service® (MLS®) est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immeuble.

Table des matières

2 Perspectives nationales
5 Facteurs susceptibles d'infirmer les prévisions
6 Tendances en bref
7 Colombie-Britannique
8 Alberta
9 Saskatchewan
10 Manitoba
11 Ontario
12 Québec
13 Nouveau-Brunswick
14 Nouvelle-Écosse
15 Île-du-Prince-Édouard
16 Terre-Neuve-et-Labrador
18 Tableaux des prévisions

ABONNEZ-VOUS MAINTENANT!

à cette publication et à d'autres rapports du CAM en passant par le Bureau de commandes, à l'adresse: www.schl.ca/marchedelhabitation.

C'est pratique et rapide! Vous pouvez consulter, imprimer ou télécharger les publications, ou encore vous y abonner et les recevoir par courriel, le jour même où elles sont diffusées. Mieux encore, la version électronique des produits nationaux standards est maintenant gratuite.

Perspectives nationales détaillées

Repli léger et graduel des mises en chantier d'ici 2016

Au Canada, les prévisions indiquent que la conjoncture économique s'améliorera graduellement à court terme et se traduira par de modestes hausses de l'emploi et du revenu moyen, qui devraient favoriser la demande de logements. Cependant, les effets positifs de l'amélioration de la conjoncture économique sur la construction résidentielle seront amoindris par un certain nombre de facteurs.

Premièrement, le nombre total de logements achevés et non écoulés suit une tendance à la hausse depuis le début des années 2000, alimentée par l'expansion du segment des logements collectifs. Le nombre d'unités achevées et non écoulées par tranche de 10 000 habitants[3] est resté à 4,8, soit au-dessus de sa moyenne historique de 4,3. En conséquence, il est attendu que les constructeurs ralentiront le rythme des mises en chantier afin de gérer leurs stocks à court terme.

Deuxièmement, certains facteurs devraient réduire le bassin des accédants à la propriété, notamment le ralentissement de la croissance de la population des 25 à 34 ans, attendu surtout vers la fin de la période à l'étude.

Troisièmement, le renchérissement des habitations, particulièrement dans les grandes régions métropolitaines de recensement (RMR), devrait amoindrir les gains réalisés au chapitre de l'abordabilité des logements grâce à la croissance de l'emploi et du revenu.

Enfin, bien que les taux hypothécaires soient actuellement parmi les plus bas jamais enregistrés, la moyenne des prévisions du secteur privé indique qu'ils devraient augmenter au deuxième semestre de 2015, ce qui modérera la demande de logements.

Compte tenu de tous ces facteurs, les mises en chantier d'habitations devraient être relativement stables durant la période à l'étude : elles se chiffreront à 189 000 en 2014, à 189 500 en 2015 et à 187 100 en 2016. Pour refléter les risques susceptibles d'infirmer les prévisions, la SCHL produit des fourchettes de prévisions, qui tendent à être plus larges lorsque la période visée est plus longue, en raison de l'instabilité accrue. Les fourchettes de prévisions situent donc le nombre de mises en chantier d'habitations entre 186 300 et 191 700 en 2014, entre 172 800 et 204 000 en 2015 et entre 168 000 et 205 800 en 2016.

Les mises en chantier de maisons individuelles resteront stables

Au troisième trimestre de 2014, le nombre réel de mises en chantier de maisons individuelles s'est accru de 2,6 % par rapport à un an plus tôt. Durant la période allant de 2014 à 2016, ce nombre devrait se maintenir à un niveau comparable à celui de 2013, soit en dessous des niveaux observés pendant les 10 années précédentes. Le repli des mises en chantier de maisons individuelles s'explique par des facteurs liés à la demande et à l'offre.

D'une part, l'effet positif de l'amélioration de la conjoncture économique sur la demande de logements est amoindri par la croissance des prix dans de nombreux marchés et par la hausse attendue des taux hypothécaires. Il est donc prévu que la demande de logements neufs se déplacera vers des types d'habitations plus abordables, dont les logements collectifs neufs et les logements du marché de la revente.

D'autre part, l'offre de maisons individuelles semble équilibrée, le nombre d'unités achevées et non écoulées par 10 000 habitants étant stable et conforme aux tendances historiques. En conséquence, il ne devrait pas y avoir de forte hausse des mises en chantier de maisons individuelles à cause d'un déséquilibre de l'offre.

En 2014, les mises en chantier de maisons individuelles devraient se chiffrer à 75 000 et ainsi accuser une baisse de 2,5 % en regard de 2013. Leur nombre montera à 78 000 en 2015, pour ensuite redescendre à 75 300 en 2016, d'après les prévisions. Selon les fourchettes établies pour tenir compte des risques associés à ces prévisions, les mises en chantier de maisons individuelles devraient se chiffrer entre 73 700 et 76 300 en 2014, entre 70 400 et 83 600 en 2015 et entre 67 000 et 83 000 en 2016.

[3] Les stocks mentionnés sont ceux des centres urbains comptant au moins 50 000 habitants. Les stocks de logements constituent un bilan du nombre d'unités achevées et non écoulées à une date donnée. Un logement est considéré comme « écoulé » dès la signature d'une convention obligatoire et inconditionnelle visant son achat. La définition de ce concept a été mise à jour récemment. Avant 2013, l'unité était considérée comme écoulée lorsqu'une entente avait été conclue pour l'achat ou pour la location de celle-ci. Cependant, les données sur l'écoulement des logements collectifs destinés à la location n'étaient pas toujours disponibles. Les données sur les conditions de l'offre dans le marché des propriétaires-occupants et dans le marché locatif sont dorénavant recueillies dans le cadre d'enquêtes distinctes (se reporter à l'Enquête sur les logements locatifs de la SCHL pour le marché locatif et au Relevé des mises en chantier et des achèvements de la SCHL pour le marché des propriétaires-occupants). En outre, l'appellation de ces données (« achevés et inoccupés ») est devenue « achevés et non écoulés » puisque le décompte se fait maintenant en fonction de la conclusion d'un contrat exécutoire.

[4] Par logements collectifs, on entend les jumelés, les maisons en rangée et les appartements.

La croissance des mises en chantier de logements collectifs devrait rester stable durant la période à l'étude

Au troisième trimestre de 2014, le nombre réel de mises en chantier de logements collectifs[4] s'est élevé à 29 170, en hausse de 1,0 % par rapport au même trimestre en 2013. Durant la période allant de 2014 à 2016, ce nombre devrait dans l'ensemble demeurer comparable à son niveau de 2013, qui est relativement élevé par rapport aux données historiques. La stabilité relative de la croissance des mises en chantier de logements collectifs sera attribuable à un grand nombre de facteurs modérateurs.

Tout d'abord, certains marchés locaux enregistrent un léger déséquilibre entre l'offre et la demande. Le nombre d'unités achevées et non écoulées par 10 000 habitants se situe actuellement à 2,8, soit au-dessus de sa moyenne historique (2,3). Il est donc attendu que les constructeurs devraient donc modérer le rythme des mises en chantier de logements collectifs, du moins à court terme, pour gérer le niveau de leurs stocks.

Ensuite, les tendances démographiques[5] devraient exercer des pressions à la baisse sur la demande de logements collectifs. Selon les projections de Statistique Canada, le taux de croissance de la population des 25 à 34 ans au Canada devrait ralentir vers la fin de la période à l'étude (en 2015 et 2016) et continuer de tendre à la baisse à plus long terme. Notre analyse montre que les personnes de 25 à 34 ans constituent une partie importante des accédants à la propriété et qu'ils choisissent habituellement d'acheter un logement collectif, un type d'habitation relativement abordable.

En revanche, les pressions à la baisse sur les mises en chantier de logements collectifs, causées par le déséquilibre de l'offre et la conjoncture démographique, devraient être en partie atténuées par la hausse continue des prix des habitations, ce qui entraînera un déplacement de la demande vers les logements moins chers, comme les logements collectifs.

Ainsi, selon les prévisions, le nombre de mises en chantier de logements collectifs devrait s'élever à 114 000 en 2014, soit légèrement au-dessus de celui de 2013. L'an prochain, il devrait enregistrer une faible baisse de 2,2 % et s'établir à 111 500, pour ensuite demeurer à un niveau comparable en 2016, soit à 111 800. Les fourchettes de prévisions situent le nombre de mises en chantier de logements collectifs entre 112 600 et 115 400 en 2014, entre 102 400 et 120 400 en 2015, et entre 101 000 et 122 800 en 2016.

Les ventes MLS® devraient progresser modérément, parallèlement à la conjoncture économique

Selon les prévisions, les ventes MLS® s'accroîtront modérément en 2014, grâce à l'amélioration graduelle de la conjoncture économique. En 2015, les facteurs économiques fondamentaux prendront encore plus de vigueur et stimuleront davantage la demande sur le marché de la revente. En 2016 toutefois, il est prévu que la demande de logements existants augmentera plus lentement, en partie à cause du repli du nombre d'accédants à la propriété.
Nos prévisions ponctuelles situent à 476 100 le nombre de ventes MLS® en 2014, en hausse de 4,1 % en regard de 2013. En 2015, les ventes MLS® devraient continuer d'augmenter, pour atteindre 482 500, avant de descendre à 477 200 en 2016. Leur nombre devrait se situer entre 467 400 et 482 000 en 2014, entre 457 300 et 507 300 en 2015, et entre 448 000 et 508 000 en 2016.

Le marché canadien restera plutôt équilibré[6] pendant la période à l'étude

Le marché canadien de la revente sera soutenu par l'amélioration de la conjoncture économique. L'activité sur le marché de l'habitation coïncidera largement avec les principaux indicateurs tels que l'emploi, le revenu personnel disponible, les taux hypothécaires et les niveaux de population.

Une analyse plus poussée du marché de la revente révèle que la conjoncture est relativement équilibrée; les ventes devraient connaître une modeste croissance à court terme puis se modérer à moyen terme.

À l'échelle nationale, le prix MLS® moyen devrait se situer entre 401 600 et 405 400 $ en 2014, entre 403 600 et 417 800 $ en 2015, et entre 407 300 $ et 424 500 $ en 2016. Nos prévisions ponctuelles le situent à 404 800 $ cette année, à 410 600 $ l'an prochain et à 417 300 $ en 2016, en hausse de 5,8 %, de 1,4 % et de 1,6 %, respectivement. Le ralentissement de la croissance des prix en 2015 sera causé par un changement dans la composition des ventes MLS®; il se vendra moins d'habitations de prix élevé et davantage de logements de prix plus modeste.

Le Modèle de projection de la demande de logements (MPDL) de la SCHL utilise des données démographiques historiques pour projeter le rythme annuel moyen de

[5]Les projections démographiques sont fondées sur le scénario de croissance moyenne établi par Statistique Canada. Source : tableau 052-0005 – Population projetée, par scénario de projection, sexe et groupe d'âge au 1er juillet, Canada, provinces et territoires (annuel).

[6]Dans l'ensemble du marché MLS® canadien, lorsque le rapport ventes-nouvelles inscriptions (RVNI) est inférieur à 40 %, les prix des habitations augmentent généralement dans une proportion moins importante que le taux d'inflation. On est alors en présence d'un marché favorable aux acheteurs, aussi appelé marché acheteur. Un RVNI supérieur à 55 % est caractéristique d'un marché vendeur. Dans un marché favorable aux vendeurs, la hausse des prix des logements est en général plus forte que l'inflation globale. Quand le RVNI se situe entre ces deux limites, on dit que le marché est équilibré

la création de ménages, un indicateur de la demande de logements neufs. Ce rythme est estimé à 193 000 pour la période allant de 2011 à 2016, selon le MPDL et les données démographiques actuelles, ce qui coïncide avec les prévisions annuelles des mises en chantier d'habitations durant cette période.

Résumé des perspectives provinciales

En 2014, le plus fort taux de croissance des mises en chantier d'habitations est attendu en Alberta, province où les perspectives de l'économie et de l'emploi seront meilleures que dans le reste du pays. Une hausse de la construction résidentielle est également prévue au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, mais elle sera modeste. Par contre, les mises en chantier devraient diminuer au Manitoba, en raison du rajustement attendu de l'offre.

En 2015, les mises en chantier d'habitations devraient augmenter en Ontario et s'accroître légèrement au Québec et en Colombie-Britannique, grâce à l'amélioration de la conjoncture économique. Cependant, elles devraient diminuer en Alberta à cause du repli du solde migratoire, du ralentissement de la croissance de l'emploi et de la concurrence livrée par le marché de la revente.

En 2016, les mises en chantier devraient continuer d'augmenter au Québec et en Colombie-Britannique, tandis que des baisses sont attendues en Alberta et en Ontario.
Cette année, toutes les provinces à l'est de l'Ontario enregistreront un recul des ventes MLS®, selon les prévisions. Cependant, la forte hausse des reventes en Colombie-Britannique et en Alberta devrait entraîner une légère augmentation de la moyenne nationale des ventes MLS® en 2014. C'est en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta que sont attendues les hausses les plus marquées du prix MLS® moyen cette année.

L'an prochain, les ventes et les prix sur les marchés des logements existants évolueront à la hausse au Québec, en Ontario et dans les Prairies. En 2016, la croissance du nombre de reventes sera modérée dans toutes les provinces sauf en Ontario, où une diminution est prévue. Le prix MLS® moyen l'an prochain devrait monter légèrement en Ontario et au Québec et s'accroître un peu plus rapidement dans les Prairies (voir les perspectives provinciales détaillées aux pages 7 à 16).

Tendances influant sur l'habitation[7]

Croissance graduelle du produit intérieur brut

Selon les prévisions, la croissance économique mondiale augmentera durant la période allant de 2014 à 2016. Soutenue par l'amélioration des perspectives aux États-Unis, la croissance des exportations canadiennes s'accélère et contribue davantage à la progression du produit intérieur brut (PIB) du Canada. Ces facteurs se reflètent dans la moyenne des prévisions du secteur privé, selon laquelle la hausse du PIB au Canada s'accentuera à court terme : elle se chiffrera à 2,3 % en 2014, à 2,5 % en 2015 et à 2,3 % en 2016, alors qu'elle était de 2,0 % en 2013. Il est prévu également que la reprise sera plus généralisée au Canada et soutiendra la demande sur le marché de l'habitation.

Amélioration des tendances de l'emploi

Les prévisions économiques consensuelles laissent entrevoir que le taux de chômage global au Canada s'établira à 7,0 % en 2014, puis descendra à 6,6 % en 2015 et à 6,2 % en 2016 (il s'élevait à 7,1 % en 2013). De plus, le salaire horaire devrait augmenter légèrement plus vite que les prix à la consommation, c'est-à-dire de 2,3 % en 2014 et de 2,6 % en 2015. Ces tendances contribueront à alimenter la demande de logements.

Les tendances démographiques devraient changer la nature de la demande de logements au-delà de la période à l'étude

Certains facteurs favoriseront l'augmentation à long terme de la proportion de logements collectifs parmi les habitations mises en chantier.

- La croissance constante des prix des habitations devrait entraîner un déplacement de la demande vers les types de logements relativement abordables, dont les logements collectifs.
- Les tendances de la formation de ménages évoluent. Les données des recensements de Statistique Canada montrent une baisse du pourcentage de couples avec enfants et une hausse de la proportion de ménages d'une personne et de ménages sans enfants[8]. En outre, les baby-boomers commencent à atteindre l'âge de la retraite. À moyen et à long terme, ces deux facteurs devraient devenir de plus en plus favorables à la demande de logements plus petits et de prix

[7]La SCHL utilise des renseignements de nature publique et tient compte du consensus qui se dégage parmi les principaux prévisionnistes canadiens au sujet des hypothèses économiques.

[8]Voir l' Observateur du logement au Canada de 2013 (chapitre 1, page 8) pour plus de détails.

moindre, comme les logements collectifs.

Les taux hypothécaires ne devraient pas bouger avant les derniers mois de 2015

Tout comme les prévisionnistes économiques canadiens, la SCHL s'attend à ce que les taux d'intérêt demeurent inchangés jusque vers la fin de 2015, puis à ce qu'ils se mettent à augmenter graduellement. La hausse progressive des taux hypothécaires, qui ont touché des creux historiques, ne devrait pas avoir de répercussions importantes sur la demande de logements.

En 2014, selon le scénario de base de la SCHL, le taux des prêts hypothécaires d'un an sera compris entre 3,00 et 3,25 %, et celui des prêts de cinq ans, entre 5,00 et 5,50 %. L'an prochain, ils devraient se situer dans des fourchettes respectives allant de 3,20 à 4,00 % et de 5,25 à 6,00 %. En 2016, le taux des prêts hypothécaires d'un an devrait se chiffrer entre 3,70 et 4,60 %, et celui des prêts de cinq ans, entre 5,55 et 6,45 %.

Facteurs susceptibles d'infirmer les prévisions

Les perspectives du secteur canadien de l'habitation, qui laissent entrevoir une stabilité relative de l'activité, sont encore exposées à certains risques. D'une part, il y a des signes d'une accumulation à court terme de l'offre sur certains marchés de l'habitation, surtout dans le segment des logements collectifs. D'autre part, les niveaux d'endettement des ménages, même s'ils se stabilisent, demeurent élevés en regard des normes historiques et pourraient rendre les ménages plus vulnérables en cas de chocs défavorables.

Le Canada ayant une économie ouverte, il faut tenir compte de certains risques liés au marché mondial. Ces risques, s'ils se concrétisaient, pourraient se répercuter sur le revenu des ménages, l'emploi et les taux d'intérêt débiteurs et donc exercer des pressions supplémentaires sur les déséquilibres de l'offre de logements et sur la capacité des ménages de rembourser leur dette.

- Il y a un risque de ralentissement en Chine, un pays qui pourrait ne pas atteindre ses cibles de croissance en 2014 et où la stabilité du système bancaire est incertaine.
- Dans la zone euro, la faiblesse persistante de l'inflation et les modestes perspectives de croissance font craindre une déflation. Il se pourrait donc que les pays de la zone euro mettent en œuvre d'autres mesures de stimulation, comme des assouplissements quantitatifs, pour favoriser la croissance économique.
- Au Japon, les hausses récentes des taxes de vente ont entraîné des baisses plus importantes que prévu du taux de croissance économique. La décélération de la croissance pourrait susciter la prise de nouvelles mesures de stimulation dans ce pays.
- L'inquiétude s'intensifie quant à l'incidence éventuelle que les tensions géopolitiques renouvelées au Moyen-Orient pourraient avoir sur les marchés mondiaux, surtout sur les produits de base, en particulier le pétrole.
- Même si les perspectives de croissance aux États-Unis ont été revues à la hausse par rapport à celles du premier trimestre de 2014, l'incertitude persiste quant à la vigueur de la reprise post-récession dans ce pays. L'affaiblissement de ces perspectives aux États-Unis pourrait nuire à la performance économique du Canada, en particulier à ses exportations. Au Canada, les exportations semblent vouloir se ressaisir, mais cette reprise est d'une vigueur incertaine et pourrait exiger plus de temps que ne le laissent entendre les prévisions actuelles.
- Les récents mouvements à la hausse des prix à la consommation au Canada pourraient forcer une augmentation des taux d'intérêt avant la date prévue, ce qui entraînerait vraisemblablement une remontée des taux hypothécaires. Cependant, dans son communiqué du 22 octobre 2014 sur le taux cible du financement à un jour, la Banque du Canada souligne que les pressions inflationnistes sous-jacentes sont modérées, compte tenu de la marge persistante de capacités excédentaires présente au sein de l'économie et des effets continus de la concurrence dans le commerce de détail. Dans tous les cas, la Banque du Canada estime, dans sa Revue du système financier de juin 2014, que toute correction importante du marché de l'habitation nécessiterait un événement de marché menant à une baisse des revenus des ménages et à une augmentation du chômage. Les hausses graduelles des taux hypothécaires, prises isolément, ne devraient pas avoir de répercussions importantes sur la demande de logements.

Tendances en bref

Les facteurs clés et leur effet sur les mises en chantier d'habitations

Taux hypothécaires	Les taux hypothécaires resteront bas par rapport aux données historiques et continueront de soutenir la demande de logements.
Emploi	Conformément au consensus entre les principaux prévisionnistes canadiens, nous nous attendons à ce que l'emploi augmente de 0,8 % en 2014, de 1,6 % en 2015 et de 1,9 % en 2016.
Revenu	Le revenu devrait s'accroître modestement, à mesure que la conjoncture économique s'améliorera au Canada. La progression du revenu continuera donc de favoriser la demande de logements durant la période à l'étude.
Migration nette	L'économie canadienne devrait continuer d'attirer un nombre élevé d'immigrants, de sorte que la migration nette restera supérieure à la moyenne historique et contribuera à soutenir le secteur canadien de l'habitation.
Facteurs démographiques[10]	D'ici la fin de la période à l'étude, le taux de croissance démographique chez les 25 à 34 ans diminuera dans toutes les régions sauf au Québec, selon les projections de Statistique Canada. D'ici la fin de l'actuelle décennie, la croissance de la population âgée de 25 à 34 ans sera négative ou presque nulle dans la plupart des régions, ce qui, avec le vieillissement global de la population, aura une incidence sur le type et le mode d'occupation des logements recherchés.
Marché de la revente	À l'échelle du pays, le marché demeure relativement équilibré et les prix des logements cadrent généralement avec les facteurs démographiques et économiques sous-jacents. En conséquence, le prix MLS® moyen devrait augmenter de 5,5 % en 2014, de 1,8 % en 2015 et de 1,3 % en 2016.
Stocks de logements achevés et non écoulés	Le nombre de logements achevés et non écoulés par tranche de population dépasse sa moyenne historique, mais il diminue depuis mai 2013.

[10] Les prévisions démographiques sont fondées sur le scénario de croissance démographique moyenne de Statistique Canada.

Colombie-Britannique

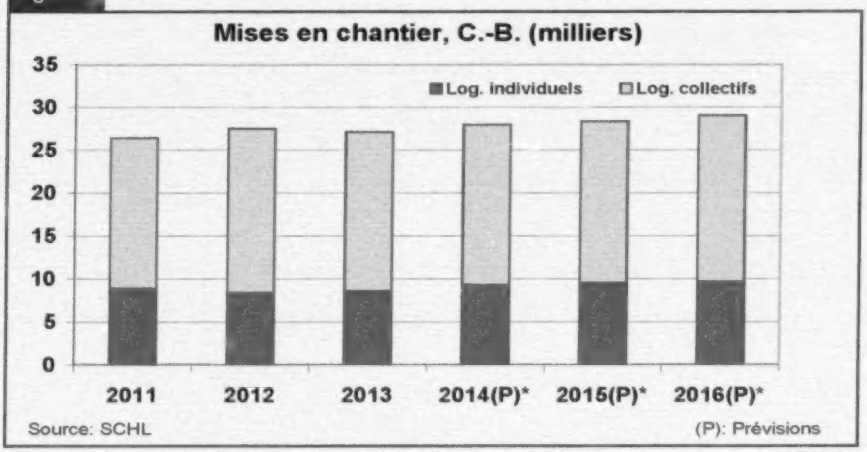
Aperçu

L'économie de la Colombie-Britannique devrait croître de 2,8 % en 2015 et de 2,9 % en 2016, hausses qui feront suite à une croissance projetée de 2,3 % en 2014. Une progression des traitements et salaires en 2014 favorisera la croissance des dépenses de biens de consommation et de services au cours de la prochaine année. La reprise attendue du rythme de l'expansion de l'économie américaine, combinée à l'affaiblissement du dollar canadien, soutiendra les exportations de la Colombie-Britannique. En outre, la province est bien située sur le plan géographique pour tirer profit de l'accroissement des échanges commerciaux entre le Canada et l'Asie-Pacifique. Grâce à ses installations portuaires modernes, ses aéroports internationaux et sa proximité avec la Chine, la Colombie-Britannique devrait connaître une intensification de la circulation de biens et une augmentation des déplacements de voyageurs internationaux.

La croissance de l'emploi devrait se redresser en 2015 et en 2016, comparativement à 2014. Bien que cette croissance attendue en 2014 soit modeste (hausse annuelle projetée de 0,7 %), les tendances sous-jacentes laissent présager que la demande de logements continuera d'être stimulée. L'évolution du marché du travail en faveur des emplois rémunérés dans le secteur privé et une réduction du nombre de travailleurs autonomes contribuent à l'augmentation globale des traitements et salaires, qui correspond au double du taux d'inflation actuel.

Le taux annuel de croissance démographique est évalué à un peu plus de 1 % par an et devrait faire en sorte qu'environ 30 000 ménages se formeront par année. Le solde migratoire interprovincial est redevenu positif au premier semestre de 2014, ce qui a favorisé un niveau plus élevé de formation de ménages qu'en 2013. Cette tendance devrait se poursuivre au cours de l'horizon prévisionnel couvrant les années 2014 à 2016.

Figure 1



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 27 900 pour 2014, de 28 300 pour 2015 et de 29 000 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 27 500 et 28 300 unités en 2014, 25 900 et 30 500 unités en 2015 et 26 000 et 31 900 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Selon les prévisions, les constructeurs couleront les fondations de 9 500 et 9 600 maisons individuelles en 2015 et en 2016, respectivement, par comparaison à un nombre estimatif de 9 200 en 2014. La demande de ce type de logement dans les centres urbains de la province situés à l'extérieur du Lower Mainland devrait être le moteur de cette tendance à la hausse. La conjoncture du marché de la revente de Victoria, Kelowna et Vancouver a changé, car les ventes ont progressé plus rapidement que les inscriptions, ce qui a fait augmenter les prix de revente. Une partie de la demande de logements devrait déborder sur le marché du neuf, puisque l'écart de prix entre le marché du neuf et celui de la revente rétrécit en raison de la popularité des logements existants.

Mises en chantier, logements collectifs : Les mises en chantier de logements collectifs devraient se maintenir à un niveau relativement stable par rapport aux dix dernières années, mais une certaine hausse d'activité est attendue dans ce segment en 2016, car les acheteurs se tourneront davantage vers les logements relativement abordables au fur et à mesure que les taux hypothécaires augmenteront

Reventes : Les ventes MLS® devraient diminuer en 2015, après une hausse de 11,6 % attendue en 2014. Selon les prévisions, le niveau des ventes de logements existants demeurera plutôt stable en 2016, car l'augmentation des taux hypothécaires pèsera sur la demande de logements pour propriétaires-occupants et annulera en partie les effets positifs associés à l'accélération de la croissance de l'emploi.

Prix : Selon les prévisions, le marché de la revente restera équilibré dans la plupart des marchés de l'habitation de la Colombie-Britannique. En 2015 et en 2016, le prix MLS® moyen devrait s'établir à 566 300 et 573 000 $, respectivement, comparativement à 564 200 $ en 2014.

Alberta

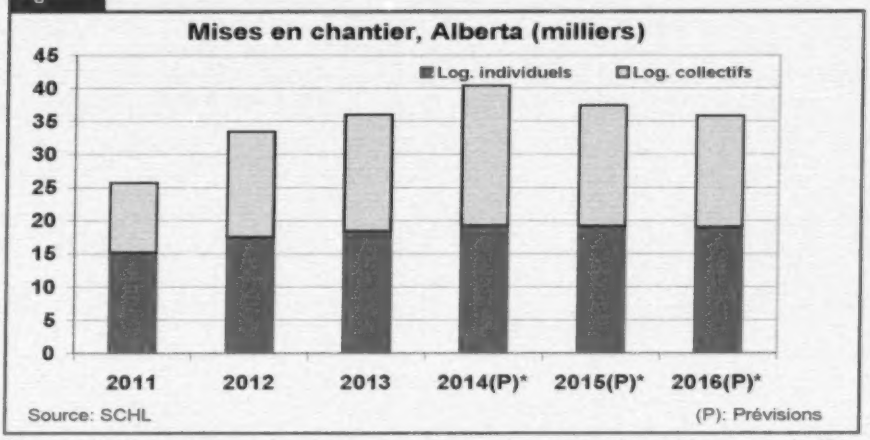
Aperçu

Sur le plan de la croissance économique, l'Alberta se classera au premier rang des provinces canadiennes durant la période visée par les prévisions, car son PIB devrait afficher des hausses de 3,9 % en 2014, de 3,0 % en 2015 et de 2,9 % en 2016. Le développement et la production d'énergie continueront d'être un moteur important pour les investissements et la forte performance économique. Depuis le début de l'année, la dépréciation du dollar canadien a aidé à faire augmenter la valeur des exportations du secteur de l'énergie, qui à son tour a contribué à engendrer un surplus au budget de fonctionnement du gouvernement provincial. Au chapitre de la conjoncture démographique, l'Alberta tire profit d'un taux élevé de croissance démographique, grâce surtout aux migrants qui viennent s'établir dans cette province.

En Alberta, l'économie devrait faire croître l'emploi de 2,8 % cette année, de 2,2 % l'an prochain et de 2,0 % en 2016 – plus rapidement que dans toute autre province canadienne durant la période à l'étude. Le taux de chômage moyen dans cette province restera bas et se situera à 4,7 % en 2014, à 4,6 % en 2015 et à 4,7 % en 2016.

Le solde migratoire de l'Alberta devrait diminuer, à mesure que la performance économique relative des provinces du centre et d'autres régions du pays s'améliorera et réduira en partie les mouvements migratoires vers l'Ouest canadien. Après avoir affiché un gain record de 86 922 personnes en 2013, la migration nette vers l'Alberta devrait ralentir, pour s'établir à 79 000 cette année, 64 000 l'an prochain et 58 000 en 2016. Le repli de la migration devrait modérer quelque peu l'activité sur le marché de l'habitation, mais la conjoncture du marché devrait rester bonne par rapport aux normes historiques.

Figure 2



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 40 400 pour 2014, de 37 400 pour 2015 et de 35 800 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 39 800 et 41 000 unités en 2014, 33 970 et 40 300 unités en 2015 et 32 100 et 39 400 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Selon les prévisions, les mises en chantier de maisons individuelles en Alberta augmenteront de près de 5 % et se chiffreront à 19 300 en 2014, mais elles ralentiront légèrement au cours des deux années suivantes, pour s'établir à 19 200 puis à 19 000. Sur le marché de la revente, la hausse des nouvelles inscriptions devrait se poursuivre durant la période à l'étude, ce qui permettra aux consommateurs de profiter d'un choix accru et avivera la concurrence que subissent les constructeurs. La hausse de l'emploi et l'afflux de migrants devraient eux aussi ralentir pendant la période visée par les prévisions, ce qui modérera les ventes de logements neufs.

Mises en chantier, logements collectifs : Les mises en chantier de logements collectifs en Alberta, en hausse depuis 5 ans, devraient culminer à 21 100 en 2014. À Calgary, il est prévu qu'elles augmenteront de près de 70 % cette année et s'approcheront du record établi en 1978. L'offre abondante qui en résultera devrait toutefois faire descendre le nombre de mises en chantier de logements collectifs à 18 200 en 2015 et à 16 800 en 2016. Selon les prévisions, la concurrence exercée par le marché de la revente s'intensifiera et ralentira les ventes de copropriétés neuves.

Reventes : Sur le marché albertain de la revente, le nombre de transactions MLS® devrait progresser d'environ 8 % et s'établir à 71 200 cette année. L'important afflux migratoire et l'augmentation de l'emploi devraient stimuler les reventes, dont le nombre montera à 72 900 en 2015 et à 74 600 en 2016, selon les prévisions. Les ventes seront également favorisées par le mouvement d'accession à la propriété chez les locataires, ainsi que par la croissance du revenu et les achats de logements d'un cran supérieur. Le repli du nombre de migrants dans la province et la hausse des frais mensuels de possession devraient cependant modérer les gains.

Prix : Le prix MLS® moyen en Alberta devrait progresser de près de 5 % et atteindre 398 900 $ en 2014, puis monter à 407 800 $ en 2015 et à 417 500 $ en 2016. Comme dans le reste de la province, le marché de Calgary devrait devenir moins favorable aux vendeurs, en raison de l'augmentation des nouvelles inscriptions. La conjoncture globale du marché de la revente de Calgary devrait demeurer équilibrée durant la période à l'étude, de sorte que le rythme de croissance des prix ralentira jusqu'en 2016.

Saskatchewan

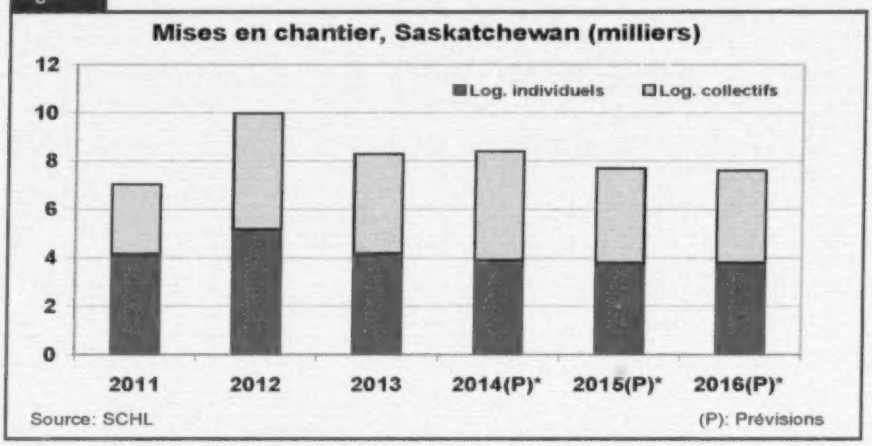
Aperçu

Après avoir été vigoureuse en 2013, la croissance économique de la Saskatchewan devrait se rapprocher de la moyenne nationale au cours de l'horizon prévisionnel couvrant les années 2014 à 2016. Le PIB de cette province devrait augmenter de 2,3 % cette année, de 2,5 % l'an prochain et de 2,4 % en 2016. Les cours des produits comme l'uranium et la potasse restent bas cette année, ce qui nuira à l'expansion de ces industries. En revanche, l'industrie pétrolière et gazière accroît ses exportations du secteur de l'énergie, qui contribuent à stimuler le commerce international. L'expansion de l'activité économique devrait s'accompagner d'une croissance des investissements en immobilisations au cours des deux prochaines années. Les dépenses de consommation poursuivront elles aussi leur tendance ascendante, appuyées par la hausse des revenus et par la croissance démographique.

La croissance de l'emploi en Saskatchewan a été élevée en 2013 (3,4 %). Puisque la progression de l'économie est moins rapide cette année, le taux de création d'emplois devrait s'établir à 1,8 % en 2014 et rester près de ce niveau jusqu'en 2016. Le taux de chômage, qui était de 4,0 % en 2013, descendra à 3,9 % cette année. Ce taux devrait cependant monter à 4,3 % en 2015 et à 4,4 % en 2016, en raison d'une croissance de la main-d'œuvre légèrement supérieure à celle de l'emploi.

Les perspectives d'emploi en Saskatchewan continueront d'attirer des migrants, ce qui aura pour effet de soutenir la demande de logements. Le solde migratoire de la province devrait s'établir à 12 900 personnes en 2014, puis il descendra à 11 300 en 2015 et à 11 000 en 2016. Les gains migratoires proviendront surtout de la migration internationale, mais la migration interprovinciale devrait rester positive au cours des deux prochaines années.

Figure 3



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 8 400 pour 2014, de 7 700 pour 2015 et de 7 600 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 8 200 et 8 600 unités en 2014, 7 000 et 8 300 unités en 2015 et 6 800 et 8 400 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Dans le segment des maisons individuelles, les mises en chantier diminueront de 6,8 % en Saskatchewan, à cause du niveau élevé des stocks et du ralentissement de la croissance de l'emploi. Leur nombre passera de 4 184 en 2013 à 3 900 en 2014. Une autre baisse est prévue l'an prochain (le total s'établira à 3 800), car la demande sera modérée par la légère hausse des taux hypothécaires prévue pour la fin de 2015. À moins d'une importante réduction des stocks, les mises en chantier de maisons individuelles devraient se situer au même niveau en 2016.

Mises en chantier, logements collectifs : Dans le segment des logements collectifs, le nombre de mises en chantier en Saskatchewan devrait monter à 4 500 en 2014, grâce à la production accrue de logements locatifs et d'habitations relativement abordables dans certains marchés locaux. Il devrait cependant descendre à 3 900 en 2015, en raison de la hausse des stocks d'invendus et de la concurrence du marché de la revente, puis passer à 3 800 en 2016, année où les constructeurs chercheront à répondre à la demande au moyen de leurs stocks d'invendus.

Reventes : Sur le marché de la revente de la Saskatchewan, le nombre de ventes MLS® est en voie d'atteindre 13 700 en 2014, ce qui représenterait une hausse de 1,2 % par rapport à 2013. Le volume élevé d'inscriptions pendant la période à l'étude permettra aux acheteurs éventuels de disposer d'un vaste choix d'habitations, tandis que les gains d'avoir propre foncier réalisés au cours des dernières années favoriseront l'achat de logements d'un cran supérieur. Ces facteurs, conjugués au bilan migratoire et à la croissance continue de l'emploi, devraient entraîner une légère hausse des ventes, dont le nombre passera à 13 800 en 2015 et à 13 900 en 2016.

Prix : Le prix MLS® devrait monter en Saskatchewan : de 288 698 $ en 2013, il passera à 296 800 $ en 2014. Une légère hausse est attendue en 2015 et 2016, années où le prix de revente moyen atteindra 303 000 $ puis 309 300 $. Le marché devrait demeurer équilibré pendant la période visée par les prévisions, mais l'accroissement de l'offre maintiendra la hausse des prix autour de 2 %.

Manitoba

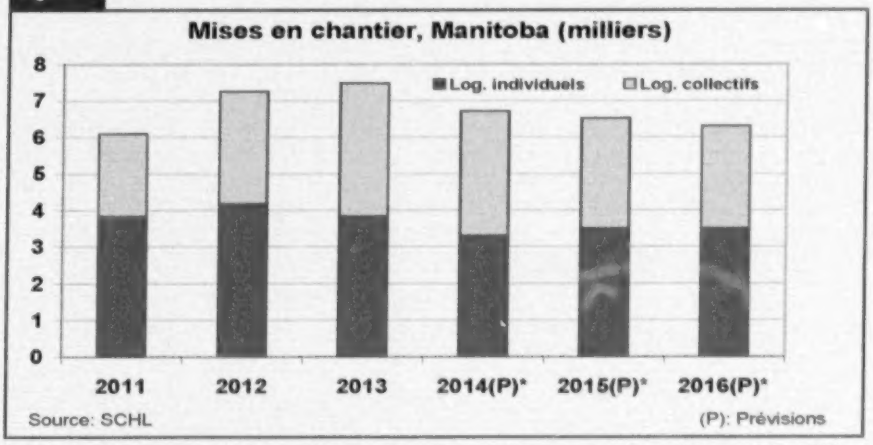
Aperçu

Après avoir connu un taux de croissance projeté de 2,0 % en 2014, l'économie du Manitoba devrait augmenter de 2,4 % en 2015 et 2,3 % en 2016. Cette année, un repli des dépenses en immobilisation et des gains stables sur le marché de l'emploi contribueront à faire en sorte que la croissance économique du Manitoba soit inférieure à la moyenne nationale. La dépréciation du dollar canadien en 2014 contribue à accroître les exportations de la province. Dans l'ensemble, ce secteur devrait continuer de prendre de l'expansion l'an prochain en raison du raffermissement de la croissance économique aux États-Unis. Grâce à la hausse des livraisons manufacturières et aux entreprises qui prennent de l'expansion, l'emploi au Manitoba devrait croître en 2015 et aider à faire en sorte que le PIB du Manitoba augmente pour se rapprocher du taux de croissance national.

L'emploi au Manitoba devrait accuser un léger recul cette année, pour ensuite augmenter de 1,0 % tant en 2015 qu'en 2016. La hausse de l'emploi et des revenus contribuera à stimuler les dépenses de consommation. De plus, grâce à l'augmentation de la population active, qui devrait se chiffrer à près de 1,0 % par an, le taux de chômage moyen devrait rester inférieur au taux national et s'élever à 5,4 % en 2015 et 5,5 % en 2016.

Selon les prévisions, le solde migratoire du Manitoba s'établira à 9 200 en 2014, à 9 100 en 2015 et à 9 300 en 2016. Après avoir diminué par rapport au sommet de 11 881 atteint en 2010, le solde migratoire de la province se stabilisera durant la période à l'étude. Même si les perspectives d'emploi au Manitoba devraient s'améliorer et que l'émigration vers d'autres provinces ralentit, la migration interprovinciale nette demeurera négative jusqu'en 2016. La migration internationale continuera d'être le moteur de la croissance démographique qui simule la demande de logements.

Figure 4



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 6 700 pour 2014, de 6 500 pour 2015 et de 6 300 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 6 600 et 6 800 unités en 2014, 6 000 et 7 000 unités en 2015 et 5 600 et 7 000 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Dans le segment des maisons individuelles, 3 300 unités devraient être mises en chantier au Manitoba cette année, soit 13,6 % de moins qu'en 2013. Les constructeurs devraient en commencer un peu plus en 2015, c'est-à-dire 3 500. Les stocks diminuent sur le marché du neuf, mais la concurrence du marché de la revente empêchera les ventes de logements neufs d'enregistrer une augmentation substantielle. L'an prochain, les constructeurs continueront de garder les stocks à de bons niveaux, tandis que la migration et l'emploi demeureront stables. Les mises en chantier de maisons individuelles en 2016 se situeront donc au même niveau qu'en 2015.

Mises en chantier, logements collectifs : La diminution de la construction de logements collectifs hors de Winnipeg réduira le total des unités mises en chantier dans la province en 2014, qui devrait s'établir à 3 400. Au cours des deux prochaines années, les constructeurs de Winnipeg commenceront à réagir à la hausse des stocks et des taux d'inoccupation sur le marché locatif. Les mises en chantier de logements collectifs devraient ainsi ralentir à l'échelle de la province, pour se chiffrer à 3 000 en 2015 et à 2 800 en 2016.

Reventes : Sur le marché manitobain de la revente, l'activité a été stimulée par plusieurs années de migration nette sans précédent et par l'accession à la propriété chez les nouveaux arrivants. Le solde migratoire ne dépassera pas son niveau record pendant la période à l'étude. Cependant, il demeurera stable et entraînera une modeste augmentation des reventes, dont le nombre s'élèvera à 13 900 en 2014, à 14 100 en 2015 et à 14 200 en 2016.

Prix : Dans l'ensemble, le marché de la revente du Manitoba sera équilibré pendant la période de 2014 à 2016. Après avoir atteint un niveau projeté de 266 500 $ en 2014, le prix MLS® moyen des habitations au Manitoba devrait monter à 272 600 $ en 2015 et à 278 800 $ en 2016.

Ontario

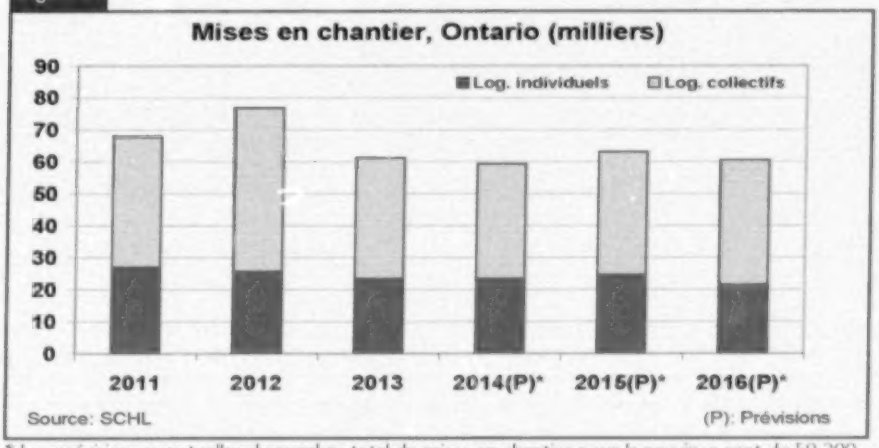
Aperçu

La croissance de l'économie ontarienne devrait reprendre de la vigueur au cours de la période visée par les prévisions : elle devrait augmenter de 2,1 % cette année et de 2,6 % l'an prochain, puis afficher une hausse plus modeste en 2016. Malgré la faible progression des revenus, les dépenses de consommation demeurent importantes. Néanmoins, le secteur des exportations en Ontario, comme en a témoigné la vitalité des ventes du secteur manufacturier au deuxième trimestre, contribuera davantage à la croissance de l'économie de la province, grâce à la reprise économique aux États-Unis et à la dépréciation du dollar canadien.

L'emploi devrait augmenter de 1,9 % en 2015, après avoir affiché une hausse modeste de 0,8 % cette année, taux conforme aux prévisions. L'amélioration du secteur des exportations n'a pas encore entraîné de gains d'emploi dans le secteur fortement rémunéré des biens. Cela devrait changer, car les secteurs de l'économie ontarienne qui sont les mieux placés pour soutenir la croissance des entreprises et des dépenses de consommation aux États-Unis enregistreront une forte création d'emplois. Les secteurs économiques qui en profiteront sont les secteurs des technologies de l'information, de la fabrication de machines, de l'automobile et des matériaux de construction. Le taux de chômage ontarien devrait baisser et s'établir à 7,0 % en 2015, puis à 6,7 % en 2016.

En Ontario, la croissance démographique sera soutenue par la reprise de la migration internationale de même que par la diminution des flux migratoires vers d'autres régions du Canada. Selon les prévisions, le solde migratoire de la province augmentera; il passera de 93 200 personnes en 2015 à 98 800 personnes en 2016.

Figure 5



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 59 200 pour 2014, de 63 000 pour 2015 et de 60 400 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 58 400 et 60 000 unités en 2014, 57 500 et 67 900 unités en 2015 et 54 200 et 66 400 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Les mises en chantier de maisons individuelles prendront de la vigueur l'an prochain, puis ralentiront en 2016. Les prévisions indiquent que les constructeurs couleront les fondations de 23 400 maisons individuelles en 2014, et de 24 600 et 21 400 autres unités de ce type en 2015 et en 2016 respectivement. En 2016, la hausse des charges de remboursement hypothécaire contribuera à la baisse du nombre de mises en chantier.

Mises en chantier, logements collectifs : La construction de logements collectifs se stabilisera en 2014, puis augmentera en 2015 et en 2016, pour se chiffrer respectivement à 38 400 et à 39 000. Par suite de la hausse des charges de remboursement hypothécaire, la demande se déplacera vers les logements collectifs moins chers durant la période à l'étude. Les maisons en rangée profiteront de ce déplacement, tout comme la demande d'appartements pour propriétaires-occupants et d'appartements locatifs.

Reventes : Le marché de la revente marquera des points par rapport au marché du neuf. Les ventes de logements existants atteindront 204 800 en 2014 et 210 500 en 2015, avant de reculer pour se chiffrer à 202 750 en 2016. Les acheteurs potentiels auront davantage de choix et profiteront de prix avantageux, grâce à la hausse de l'offre de logements existants.

Prix : En Ontario, le prix MLS® moyen de revente s'établira à 435 900$ et à 443 800 $, respectivement, en 2015 et en 2016. Durant la période visée par les prévisions, ce sera normal de voir les prix croître plus lentement, en raison du plus grand équilibre du marché de l'habitation et d'un déplacement de la demande vers les logements existants, de prix inférieurs. Le ralentissement de la croissance des prix en Ontario cadrera mieux avec la croissance du revenu des ménages.

Québec

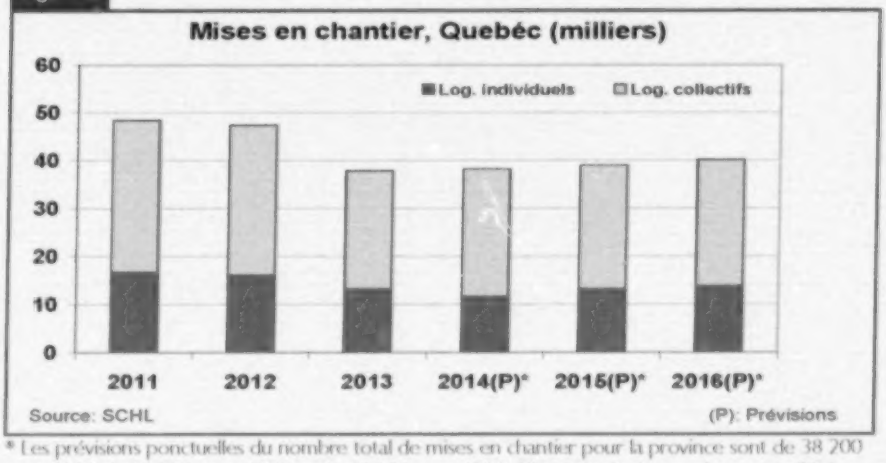
Aperçu

Une reprise graduelle de la croissance de l'économie du Québec au cours des deux prochaines années stimulera la demande de logements de 2014 à 2016. Durant cette période, le marché de la revente se resserrera quelque peu, ce qui aidera à déplacer une partie de la demande vers le marché du neuf. Cependant, malgré la légère hausse de la demande de logements, le niveau prévu des stocks maintiendra le taux de croissance des prix en deçà de la barre du 2 %.

Au cours des deux prochaines années, les possibilités d'expansion économique du Québec devraient continuer de s'améliorer. Après s'être accru de 1,5 % cette année, le PIB du Québec progressera de 1,7 % en 2015 et de 2,0 % en 2016. C'est surtout au début de 2015 que l'effet de ce facteur se fera sentir sur le marché du travail. Par conséquent, la croissance de l'emploi sera de 1,0 % en 2015 et de 1,3 % en 2016. Le taux de chômage régressera, passant de 7,8 % en 2014 à 7,6 % en 2015 puis à 7,3 % en 2016.

Bien que cette légère reprise du marché du travail aide à garder les travailleurs dans la province, elle ne sera pas suffisante pour contrebalancer le mouvement de la population vers les marchés du travail plus attirants ailleurs au Canada. Toutefois, grâce à la hausse de l'immigration, le solde migratoire, qui devrait s'élever à 34 262 cette année, augmentera pour s'établir à 39 000 en 2015 et à 43 000 en 2016. De tels niveaux auront un effet positif sur la demande de logements locatifs au Québec.

Figure 6



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 38 200 pour 2014, de 39 000 pour 2015 et de 40 100 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 37 700 et 38 700 unités en 2014, 35 600 et 42 000 unités en 2015 et 36 000 et 44 100 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Cette année encore, la croissance de l'emploi, la détente continue du marché de la revente et la tendance favorisant la vie en appartement (copropriétés et appartements locatifs) auront une incidence sur la demande de maisons individuelles neuves. Les mises en chantier dans ce segment diminueront et seront inférieures à 12 000 en 2014. Lorsque le marché de la revente commencera à se resserrer, la demande de maisons individuelles neuves s'intensifiera, de sorte que le nombre de mises en chantier de logements de ce type devrait atteindre 13 200 l'an prochain et 13 700 en 2016.

Mises en chantier, logements collectifs : Après être redescendues l'an dernier à un niveau qui correspondait davantage aux tendances démographiques, les mises en chantier de logements collectifs augmenteront un peu cette année par suite de la construction de quelques grands complexes d'appartements. La croissance de ce segment sera toutefois entravée par l'offre relativement élevée de logements neufs et existants, laquelle limitera le besoin de constructions additionnelles. Le nombre de mises en chantier de logements collectifs s'établira à 25 800 en 2015 et à 26 400 en 2016.

Reventes : Les ventes de logements existants enregistrées par Centris®[14] diminueront légèrement cette année pour se chiffrer à 70 900, puis s'élèveront à 72 600 l'an prochain. En 2016 les conditions d'achat seront un peu moins intéressantes, à cause de la légère augmentation des taux d'intérêt. Néanmoins, 73 400 reventes Centris® devraient être conclues, car le raffermissement du marché de l'emploi stimulera la demande.

Prix : Malgré l'augmentation de la demande, l'offre accrue sur le marché de la revente limitera la montée des prix durant la période à l'étude. Dans ce contexte, le prix des propriétés existantes connaîtra une faible progression au cours des deux prochaines années (0,8 % en 2015 et 1,9 % en 2016). Le prix Centris® moyen s'établira donc à 268 700 $ en 2014, à 270 800 $ en 2015 et à 276 000 $ en 2016.

[14] Le système Centris® regroupe tous les logements inscrits par les agents immobiliers du Québec.

Nouveau-Brunswick

Aperçu

Au Nouveau-Brunswick, la croissance économique devrait atteindre 0,6 % en 2014, 1,0 % en 2015 et 1,2 % en 2016. Parmi les obstacles à une croissance plus forte que prévu, il faut souligner le repli de l'économie provinciale attribuable à l'affaiblissement des investissements du secteur privé.

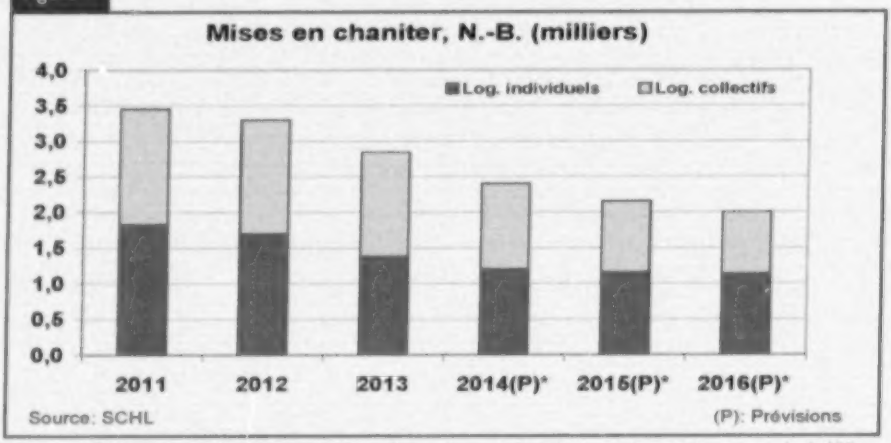
Pendant la période de prévision, la faible croissance du PIB, lequel demeurera près de 1,0 % en 2015 et en 2016, continuera d'influer sur le marché du travail. Ainsi, la croissance de l'emploi devrait se situer à 0,4 % cette année et à 0,8 % en 2015 et en 2016. Étant donné que l'emploi croîtra plus rapidement que la population active, le taux de chômage descendra à 10,0 % en 2014 et à 9,8 % en 2015 et en 2016.

Les perspectives d'expansion de l'économie provinciale restent également assombries par le recul actuel de la croissance démographique et la prévision d'un solde migratoire faible. D'après les projections, la migration internationale se chiffrera à 500 personnes en 2014 et à 1 000 personnes en 2015 ainsi qu'en 2016. Le solde migratoire interprovincial négatif de -2 875 personnes en 2014, de -1 000 personnes en 2015 et de -800 en 2016 maintiendra la migration nette négative en 2014 pour la troisième année. En 2015, le solde devrait être de zéro avant d'augmenter légèrement en 2016 (200 personnes).

En détail

Mises en chantier, logements individuels : Le départ d'un nombre croissant de Néo-Brunswickois vers d'autres régions du Canada en raison de perspectives d'emploi relativement plus faibles continuera d'influer sur la demande de logements neufs au cours de l'horizon de prévision. En conséquence, le nombre de mises en chantier de maisons individuelles devrait descendre de plus de 12 % pour se fixer à 1 200 en 2014 et s'établir à 1 150 et à 1 130 en 2015 et en 2016, respectivement.

Figure 7



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 2 400 pour 2014, de 2 150 pour 2015 et de 2 000 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 2 365 et 2 435 unités en 2014, 1 960 et 2 310 unités en 2015 et 1 790 et 2 200 unités en 2016.

Mises en chantier, logements collectifs : L'activité vigoureuse axée sur le marché locatif depuis le début de 2010, en particulier à Moncton et à Fredericton, a fait croître l'offre. Il faut toutefois s'attendre à une diminution de la demande de logements locatifs au cours de la période à l'étude à cause de la persistance d'un solde migratoire négatif. Cette situation exercera une pression à la hausse sur les taux d'inoccupation et fera ralentir la construction d'appartements durant l'horizon de prévision. Selon les projections, le nombre de mises en chantier de logements collectifs descendra à 1 200 en 2014, puis à 1 000 en 2015 et à 870 en 2016.

Reventes : Le rythme de l'activité sur le marché de la revente a continué de ralentir en 2013, par suite d'un faible repli des ventes. Bien que le nombre d'inscriptions ait un peu diminué, le niveau des stocks est demeuré élevé, d'où le marché favorable aux acheteurs. Comme l'emploi devrait progresser faiblement pendant la période à l'étude et que la province devrait continuer d'enregistrer un solde migratoire négatif, la demande de logements existants devrait diminuer légèrement. Les ventes MLS® devraient descendre à 6 230 en 2014. En 2015 et en 2016, 5 925 et 5 650 unités, respectivement, devraient être vendues sur le marché de la revente.

Prix : L'offre d'habitations à vendre dans les grands centres urbains du Nouveau-Brunswick continue de rester à des niveaux historiquement élevés jusqu'à maintenant en 2014. Cette tendance devrait se maintenir en 2015, car le recul de la demande continuera d'influer sur les prix. Le prix MLS® moyen devrait demeurer relativement stable en 2014, à 161 700 $, puis accuser une légère baisse et se chiffrer à 161 500 $ en 2015 et à 161 000 $ en 2016.

Nouvelle-Écosse

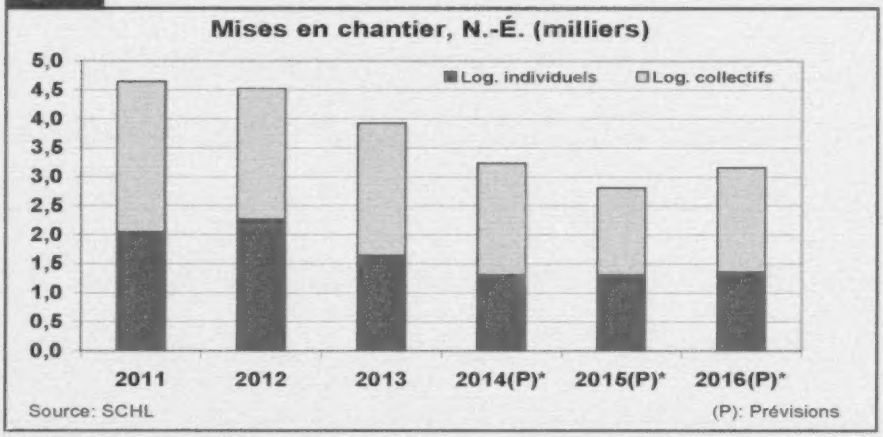
Aperçu

Selon les prévisions, la Nouvelle-Écosse connaîtra une croissance économique de 0,5 % en 2014, de 1,2 % en 2015 et de 1,5 % en 2016. Les perspectives économiques devraient s'améliorer d'ici 2015, car les travaux d'aménagement du site et les études techniques préliminaires menées au chantier naval de Halifax en 2014 seront suivis par la construction navale comme telle l'année suivante. La production de gaz naturel devrait aussi contribuer à de meilleures perspectives économiques. Le secteur des exportations, qui continue d'être à la hausse cette année, devrait profiter de la dépréciation du dollar canadien et de la reprise de l'économie aux États-Unis.

La situation du marché du travail a continué de se détériorer en 2014, car la population active et l'emploi ont tous deux diminué plus que prévu. L'emploi devrait reculer de 1,2 % en 2014, pour ensuite augmenter légèrement de 0,5 % en 2015 et de 0,8 % en 2016 en raison de l'accroissement des investissements du secteur privé pendant l'horizon de prévision. Un recul plus important de la croissance de la population active par rapport à l'emploi entraînera une diminution du taux de chômage, lequel se chiffrera à 8,8 %. Comme la croissance de la population active devrait surpasser celle de l'emploi au cours des deux prochaines années, le taux de chômage montera légèrement à 9,0 % en 2015 et à 9,2 % en 2016.

La population continuera de diminuer en 2014, vu que la migration interprovinciale restera négative au cours de l'horizon de prévision (-3 600 en 2014, -1 200 en 2015 et -1 000 en 2016). La croissance démographique en 2015 et en 2016 dépendra d'une forte migration internationale, qui viendra ajouter 1 000 personnes en 2014 et 1 800 personnes en 2015 ainsi qu'en 2016. Par conséquent, le solde migratoire sera positif en 2015 et en 2016 et affichera des gains de 600 et 800, respectivement.

Figure 8



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 3 225 pour 2014, de 2 800 pour 2015 et de 3 150 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 3 175 et 3 275 unités en 2014, 2 555 et 3 010 unités en 2015 et 2 825 et 3 465 unités en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : En 2015, l'activité sur le marché de l'habitation devrait demeurer relativement faible parce que les facteurs économiques et démographiques fondamentaux la ralentiront. Le groupe des ménages vieillissants qui souhaitent quitter leur maison individuelle pour emménager dans un appartement locatif freinera l'essor de la construction résidentielle. Ainsi, les mises en chantier de maisons individuelles seront stables en 2014 et en 2015 (1 300 unités), puis augmenteront légèrement en 2016, pour se situer à 1 350.

Mises en chantier, logements collectifs : Jusqu'à maintenant en 2014, la construction de logements collectifs continue d'afficher des résultats supérieurs à la moyenne sur dix ans. La demande d'appartements sera alimentée par la population vieillissante, dont la proportion devrait croître pendant encore plusieurs années. Par conséquent, le nombre de mises en chantier de logements collectifs devrait atteindre 1 925 en 2014, puis descendre à 1 500 en 2015 avant de remonter à 1 800 en 2016.

Reventes : En Nouvelle-Écosse, les ventes MLS® devraient demeurer faibles et se chiffrer à 8 645 en 2014. L'an prochain, la faiblesse persistante des ventes partout dans la province limitera le nombre de transactions à 8 200 en 2015 et à 8 250 en 2016.

Prix : L'activité réduite sur le marché de la revente en 2014 a fait baisser de plus de 1,0 % le prix moyen des logements existants. Ce prix devrait augmenter légèrement à l'échelle provinciale en 2015 et en 2016 pour se fixer à 216 000 $ et à 217 000 $, respectivement, à mesure que les stocks diminuent.

Île-du-Prince-Édouard

Aperçu

Selon les prévisions, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard croîtra de 0,5 % en 2014 et de 0,8 % en 2015 et en 2016. La croissance économique modérée sera attribuable à la faiblesse soutenue des secteurs manufacturier et de la transformation des aliments. Ce recul sera partiellement contrebalancé par de meilleures perspectives pour le tourisme et l'expansion des secteurs de l'aérospatiale, des biosciences et de la transformation des fruits de mer.

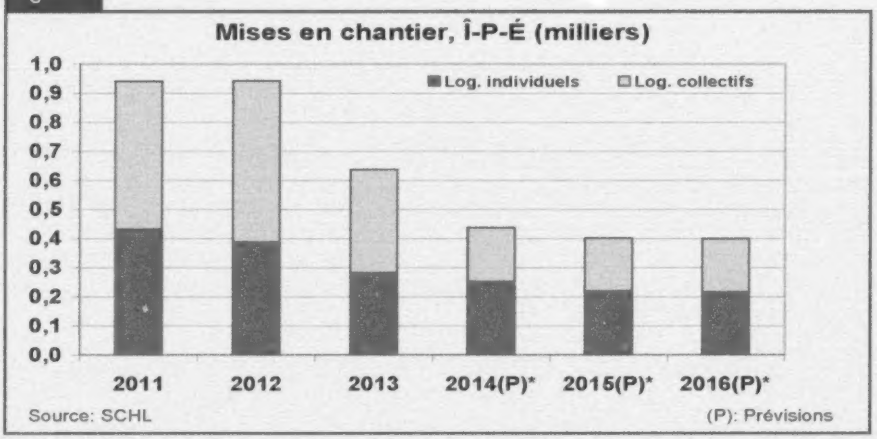
L'emploi devrait reculer de 0,2 % en 2014 puis progresser de 0,5 % en 2015 et de 0,6 % en 2016. Le taux de chômage sera de 10,7 % en 2014 et en 2015. En 2016, le taux de chômage devrait descendre à 10,6 % à cause de la faiblesse persistante de la population active prévue pendant l'horizon de prévision.

Les perspectives économiques de la province seront difficiles à cause de la faible croissance démographique. En effet, l'immigration demeure aux niveaux enregistrés en 2007. Le solde migratoire devrait demeurer positif pendant la période visée, car la migration interprovinciale continue de reculer : elle s'est chiffrée à -815 en 2014 et devrait atteindre -400 en 2015, puis -300 en 2016.

En détail

Mises en chantier, logements individuels : L'affaiblissement de la demande de maisons individuelles devrait entraîner un ralentissement des mises en chantier dans ce segment au cours de l'horizon de prévision. Cette année, les mises en chantier de maisons individuelles diminueront de plus de 10 % et totaliseront 250 unités. En 2015 et en 2016, il faut s'attendre à ce que le nombre de mises en chantier diminue, pour atteindre 220 et 215 unités, respectivement. Les maisons individuelles seront surtout construites à Charlottetown, où les perspectives d'emploi devraient demeurer les meilleures.

Figure 9



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 435 pour 2014, de 400 pour 2015 et de 400 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 430 et 445 unités en 2014, 365 et 430 unités en 2015 et 355 et 440 unités en 2016.

Mises en chantier, logements collectifs : Dans le segment des logements collectifs, la construction continuera de résorber les hausses récentes des stocks. Les mises en chantier de logements collectifs accuseront un recul pour se chiffrer à 185 unités en 2014 et à 180 unités en 2015 avant de monter à 185 en 2016. De plus, le taux d'inoccupation devrait demeurer élevé pendant l'horizon de prévision.

Reventes : Les mouvements migratoires changeants continueront de ralentir la demande sur le marché de la revente et d'exercer des pressions à la baisse sur les ventes totales. Les ventes MLS® devraient reculer de 12 % en 2014 et totaliser 1 375, avant d'enregistrer des baisses plus modestes en 2015 et en 2016 et totaliser 1 250 et 1 175 unités, respectivement.

Prix : La diminution des transactions sur le marché de la revente aura une incidence sur la croissance des prix pendant la période visée. Le prix moyen sur l'île devrait augmenter de 1,4 % et se chiffrer à 158 500 $. En 2015 et en 2016, les prix devraient se stabiliser à 157 500 $.

Terre-Neuve-et-Labrador

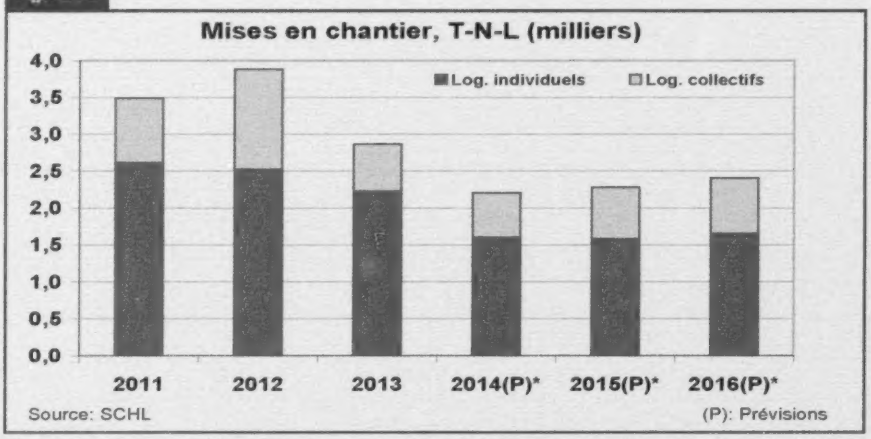
Aperçu

Au cours de la totalité de l'horizon de prévision de 2014 à 2016, Terre-Neuve-et-Labrador demeurera le chef de file de la croissance économique au Canada atlantique, puisque son PIB devrait atteindre 1 % en 2014, puis monter à 1,5 % en 2015 et à 1,8 % en 2016. L'économie provinciale sera soutenue par des projets d'investissement dans les domaines de l'énergie et d'autres ressources.

La situation du marché du travail s'est détériorée jusqu'à maintenant en 2014 après quatre ans de hausses fortes et constantes de l'emploi et de la population active. Le nombre d'emplois devrait baisser de 1,5 % en 2014, puis augmenter de 0,8 % en 2015 et de 1,0 % en 2016 parce que la province commencera à investir dans des infrastructures d'extraction des ressources naturelles. La population active devrait baisser de 1,2 % cette année, ce qui fera monter le taux de chômage à 11,7 %. En 2015, le taux de chômage montera à 11,8 %, avant de descendre à 11,7 % en 2016.

Après avoir été négatif durant deux ans, le solde migratoire de Terre-Neuve-et-Labrador devrait être positif en 2015 grâce aux gains réalisés au chapitre de la migration interprovinciale. L'immigration commencera à contribuer à la croissance démographique en 2015 et en 2016. Après avoir connu une perte de près de 300 personnes cette année, on devrait en attirer 500 en 2015 et 700 en 2016. À cela s'ajoutera l'arrivée d'experts de l'extérieur qui faciliteront les nouveaux investissements en matière d'énergie et de ressources naturelles.

Figure 10



* Les prévisions ponctuelles du nombre total de mises en chantier pour la province sont de 2 200 pour 2014, de 2 275 pour 2015 et de 2 400 pour 2016. L'incertitude économique est reflétée par la fourchette actuelle de prévisions, laquelle se situe entre 2 165 et 2 230 unités en 2014, 2 065 et 2 445 unités en 2015 et 2 150 et 2 645 unités en 2016.

En détail

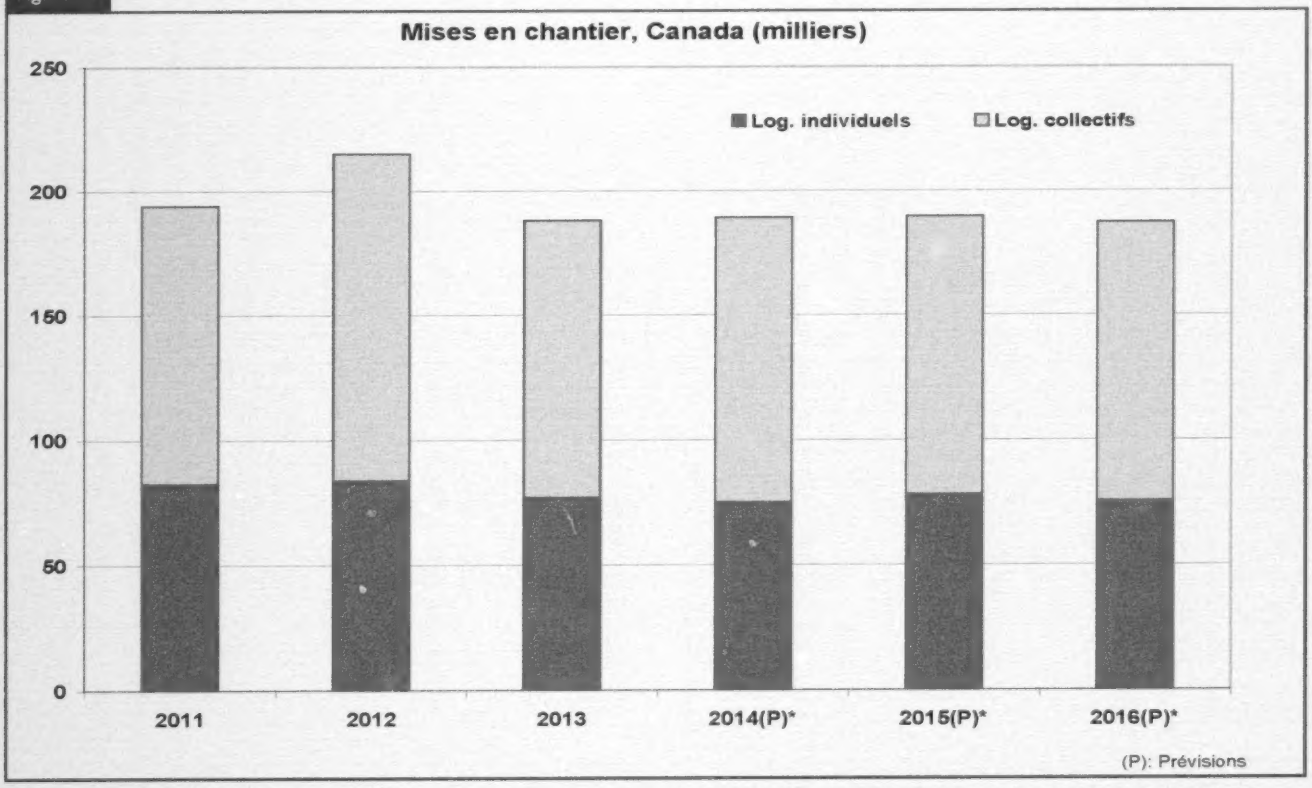
Mises en chantier, logements individuels : La demande de logements restera faible durant la période à l'étude en raison du faible solde migratoire et de l'assombrissement des perspectives d'emploi. Par conséquent, le marché des maisons individuelles descendra à 1 600 mises en chantier cette année et à 1 575 en 2015 avant de monter à 1 650 en 2016.

Mises en chantier, logements collectifs : Après avoir ralenti considérablement en 2013, le rythme de la construction de logements collectifs devrait se stabiliser en 2014. Selon les projections, le nombre de mises en chantier sera de 600 en 2014, avant de monter légèrement à 700 en 2015, puis à 750 en 2016.

Reventes : Même si les salaires continuent d'augmenter, il devrait y avoir moins de transactions en raison de l'assombrissement des perspectives d'emploi et de la faible croissance démographique. Les ventes MLS® fléchiront au cours de l'horizon de prévision pour se chiffrer à 4 050 en 2014, à 3 950 en 2015 et à 3 975 en 2016.

Prix : Globalement, les prix devraient augmenter avec l'inflation. Le prix MLS® moyen montera à 289 000 $ cette année, à 294 000 $ l'an prochain et à 298 000 $ en 2016.

Figure 11



*L'estimation ponctuelle du total des mises en chantier est de 189 000 pour 2014, 189 500 pour 2015 et de 187 100 pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 186 300 et 191 700 pour 2014, 172 800 et 204 000 pour 2015 et entre 168 000 et 205 800 pour 2016.

Tableau 1 : Total des mises en chantier d'habitations
(nombre** et variation en pourcentage)

	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)	2014T1	2014T2	2014T3	2014T4(P)	2015T1(P)	2015T2(P)	2015T3(P)	2015T4(P)	2016T1(P)	2016T2(P)	2016T3(P)	2016T4(P)
T.-N.-L.	**3,885**	**2,862**	**2,200**	**2,275**	**2,400**	**2,199**	**2,158**	**2,214**	**2,225**	**2,200**	**2,350**	**2,350**	**2,200**	**2,250**	**2,450**	**2,600**	**2,300**
%	11.4	-26.3	-23.1	3.4	5.5	-29.2	-1.9	2.6	0.5	-1.1	6.8	0.0	-6.4	2.3	8.9	6.1	-11.5
Î.-P.-É.	**941**	**636**	**435**	**400**	**400**	**423**	**648**	**377**	**310**	**340**	**410**	**410**	**435**	**380**	**410**	**410**	**380**
%	0.1	-32.4	-31.7	-8.0	0.1	-2.8	53.2	-41.8	-17.8	9.7	20.6	0.0	6.1	-12.6	7.9	0.0	-7.3
N.-É.	**4,522**	**3,919**	**3,225**	**2,800**	**3,150**	**1,965**	**2,577**	**4,555**	**3,825**	**2,600**	**2,900**	**3,000**	**2,700**	**2,900**	**3,200**	**3,400**	**3,100**
%	-2.6	-13.3	-17.7	-13.2	12.5	-44.3	31.1	76.8	-16.0	-32.0	11.5	3.4	-10.0	7.4	10.3	6.3	-8.8
N.-B.	**3,299**	**2,843**	**2,400**	**2,150**	**2,000**	**2,211**	**1,772**	**2,873**	**2,800**	**2,125**	**2,300**	**2,300**	**1,900**	**1,925**	**2,100**	**2,100**	**1,900**
%	-4.4	-13.8	-15.6	-10.4	-7.0	-29.9	-19.9	62.1	-2.5	-24.1	8.2	0.0	-17.4	1.3	9.1	0.0	-9.5
QC	**47,367**	**37,758**	**38,200**	**39,000**	**40,100**	**38,887**	**39,232**	**37,050**	**37,500**	**38,250**	**38,700**	**39,300**	**40,000**	**39,500**	**40,000**	**40,250**	**41,000**
%	-2.1	-20.3	1.2	2.1	2.8	0.3	0.9	-5.6	1.2	2.0	1.2	1.6	1.8	-1.3	1.3	0.6	1.9
ONT.	**76,742**	**61,085**	**59,200**	**63,000**	**60,400**	**53,877**	**63,934**	**58,614**	**60,100**	**60,500**	**62,500**	**64,000**	**65,000**	**64,000**	**61,700**	**58,700**	**57,000**
%	13.2	-20.4	-3.1	6.4	-4.1	-14.5	18.7	-8.3	2.5	0.7	3.3	2.4	1.6	-1.5	-3.6	-4.9	-2.9
MAN.	**7,242**	**7,465**	**6,700**	**6,500**	**6,300**	**4,028**	**7,126**	**8,560**	**7,200**	**7,000**	**6,400**	**6,300**	**6,300**	**6,800**	**6,200**	**6,100**	**6,100**
%	19.1	3.1	-10.2	-3.0	-3.1	-45.2	76.9	20.1	-15.9	-2.8	-8.6	-1.6	0.0	7.9	-8.8	-1.6	0.0
SASK.	**9,968**	**8,290**	**8,400**	**7,700**	**7,600**	**7,009**	**8,937**	**9,585**	**8,000**	**7,700**	**7,500**	**7,700**	**7,900**	**7,600**	**7,400**	**7,600**	**7,800**
%	41.8	-16.8	1.3	-8.3	-1.3	-14.0	27.5	7.3	-16.5	-3.8	-2.6	2.7	2.6	-3.8	-2.6	2.7	2.6
ALB.	**33,396**	**36,011**	**40,400**	**37,400**	**35,800**	**37,867**	**42,642**	**42,993**	**38,100**	**38,300**	**37,000**	**36,900**	**37,400**	**36,200**	**35,700**	**35,600**	**35,700**
%	29.9	7.8	12.2	-7.4	-4.3	-4.4	12.6	0.8	-11.4	0.5	-3.4	-0.3	1.4	-3.2	-1.4	-0.3	0.3
C.-B.	**27,465**	**27,054**	**27,900**	**28,300**	**29,000**	**27,377**	**27,411**	**29,149**	**27,900**	**27,800**	**28,100**	**28,500**	**28,800**	**28,100**	**28,900**	**29,600**	**29,400**
%	4.0	-1.5	3.1	1.4	2.5	-6.4	0.1	6.3	-4.3	-0.4	1.1	1.4	1.1	-2.4	2.8	2.4	-0.7
Canada*	**214,827**	**187,923**	**189,000**	**189,500**	**187,100**	**175,843**	**196,437**	**195,970**	**187,850**	**186,700**	**188,200**	**190,700**	**192,600**	**189,600**	**188,010**	**186,350**	**184,600**
%	10.8	-12.5	0.6	0.3	-1.3	-10.5	11.7	-0.2	-4.1	-0.6	0.8	1.3	1.0	-1.6	-0.8	-0.9	-0.9

Source : SCHL

(P) : prévisions. La moyenne canadienne exclut les territoires.

* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments. L'estimation ponctuelle du nombre de mises en chantier d'habitations est de 189 000 en 2014, 189 500 en 2015 et 187 100 en 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 186 300 et 191 700 pour 2014, 172 400 et 204 900 pour 2015 et entre 168 000 et 205 800 pour 2016.

** Les données trimestrielles sont désaisonnalisées et annualisées.

Note : Le total du Canada ne peut pas s'ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement.

Tableau 2 : Mises en chantier de logements individuels
(nombre** et variation en pourcentage)

	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)	2014T1	2014T2	2014T3	2014T4(P)	2015T1(P)	2015T2(P)	2015T3(P)	2015T4(P)	2016T1(P)	2016T2(P)	2016T3(P)	2016T4(P)
T.-N.-L.	**2 523**	**2 225**	**1 600**	**1 575**	**1 650**	**1 538**	**1 643**	**1 677**	**1 550**	**1 500**	**1 600**	**1 650**	**1 550**	**1 500**	**1 700**	**1 800**	**1 600**
%	-3,4	-11,8	-28,1	-1,6	4,8	-31,6	6,8	2,1	-7,6	-3,2	6,7	3,1	-6,1	-3,2	13,3	5,9	-11,1
Î.-P.-É.	**387**	**282**	**250**	**220**	**215**	**308**	**292**	**261**	**160**	**175**	**235**	**235**	**225**	**200**	**220**	**230**	**200**
%	-10,2	-27,1	-11,3	-12,3	-2,3	68,3	-5,2	-10,6	-38,7	9,4	34,3	0,0	-4,3	-11,1	10,0	4,5	-13,0
N.-É.	**2 258**	**1 639**	**1 300**	**1 300**	**1 350**	**1 323**	**1 187**	**1 306**	**1 400**	**1 200**	**1 400**	**1 400**	**1 200**	**1 300**	**1 400**	**1 400**	**1 300**
%	10,4	-27,4	-20,7	0,0	3,8	-21,5	-10,3	10,0	7,2	-14,3	16,7	0,0	-14,3	8,3	7,7	0,0	-7,1
N.-B.	**1 697**	**1 376**	**1 200**	**1 150**	**1 130**	**1 256**	**982**	**1 231**	**1 375**	**1 125**	**1 200**	**1 200**	**1 100**	**1 125**	**1 200**	**1 100**	**1 100**
%	-6,9	-18,9	-12,8	-4,1	-1,7	-16,5	-21,8	25,4	11,7	-18,2	6,7	0,0	-8,3	2,3	6,7	-8,3	0,0
QC	**16 059**	**13 144**	**11 600**	**13 200**	**13 700**	**10 808**	**11 319**	**11 735**	**12 500**	**13 000**	**13 200**	**13 300**	**13 500**	**13 500**	**13 750**	**13 750**	**14 000**
%	-3,0	-18,2	-11,7	13,8	3,8	-14,5	4,7	3,7	6,5	4,0	1,5	0,8	1,5	0,0	1,9	0,0	1,8
ONT.	**25 567**	**23 270**	**23 400**	**24 600**	**21 400**	**20 248**	**24 470**	**25 269**	**23 500**	**24 500**	**25 000**	**25 000**	**24 000**	**23 000**	**22 000**	**20 500**	**20 000**
%	-4,9	-9,0	0,6	5,1	-13,0	-9,7	20,9	3,3	-7,0	4,3	2,0	0,0	-4,0	-4,2	-4,3	-6,8	-2,4
MAN.	**4 169**	**3 820**	**3 300**	**3 500**	**3 500**	**3 068**	**3 166**	**3 360**	**3 700**	**3 400**	**3 400**	**3 500**	**3 700**	**3 400**	**3 400**	**3 500**	**3 700**
%	8,8	-8,4	-13,6	6,1	0,0	-22,2	3,2	6,1	10,1	-8,1	0,0	2,9	5,7	-8,1	0,0	2,9	5,7
SASK.	**5 171**	**4 184**	**3 900**	**3 800**	**3 800**	**3 552**	**4 168**	**3 751**	**4 000**	**3 700**	**3 600**	**3 900**	**4 000**	**3 700**	**3 600**	**3 900**	**4 000**
%	24,5	-19,1	-6,8	-2,6	0,0	-23,6	17,3	-10,0	6,6	-7,5	-2,7	8,3	2,6	-7,5	-2,7	8,3	2,6
ALB.	**17 493**	**18 431**	**19 300**	**19 200**	**19 000**	**19 433**	**18 311**	**20 262**	**19 200**	**19 300**	**19 000**	**19 000**	**19 500**	**19 200**	**18 900**	**18 900**	**19 000**
%	15,1	5,4	4,7	-0,5	-1,0	4,0	-5,8	10,7	-5,2	0,5	-1,6	0,0	2,6	-1,5	-1,6	0,0	0,5
C.-B.	**8 333**	**8 522**	**9 200**	**9 500**	**9 600**	**8 738**	**9 384**	**9 392**	**9 400**	**9 300**	**9 400**	**9 600**	**9 700**	**9 400**	**9 500**	**9 700**	**9 800**
%	-6,0	2,3	8,0	3,3	1,1	-6,9	7,4	0,1	0,1	-1,1	1,1	2,1	1,0	-3,1	1,1	2,1	1,0
Canada*	**83 657**	**76 893**	**75 000**	**78 000**	**75 300**	**70 272**	**74 922**	**78 244**	**76 750**	**77 100**	**78 000**	**78 700**	**78 400**	**76 300**	**75 600**	**74 700**	**74 600**
%	1,5	-8,1	-2,5	4,0	-3,5	-9,1	6,6	4,4	-1,9	0,5	1,2	0,9	-0,4	-2,7	-0,9	-1,2	-0,1

Source : SCHL

(P) prévisions La moyenne canadienne exclut les territoires

* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments. L'estimation ponctuelle du nombre de mises en chantier d'habitations de logements individuels est de 75 000 en 2014, 78 000 en 2015 et 75 300 en 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 73 700 et 76 300 pour 2014, 76 400 et 83 600 pour 2015 et entre 67 000 et 83 000 pour 2016

** Les données trimestrielles sont désaisonnalisées et annualisées

Note : Le total du Canada ne peut pas s'ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement

Tableau 3 : Mises en chantier de logements collectifs
(nombre** et variation en pourcentage)

	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)	2014T1	2014T2	2014T3	2014T4(P)	2015T1(P)	2015T2(P)	2015T3(P)	2015T4(P)	2016T1(P)	2016T2(P)	2016T3(P)	2016T4(P)
T.-N.-L.	**1 362**	**637**	**600**	**700**	**750**	**661**	**515**	**537**	**675**	**700**	**750**	**700**	**650**	**750**	**750**	**800**	**700**
%	55,5	-53,2	-5,8	16,7	7,1	-23,1	-22,1	4,3	25,7	3,7	7,1	-6,7	-7,1	15,4	0,0	6,7	-12,5
Î.-P.-É.	**554**	**354**	**185**	**180**	**185**	**115**	**356**	**116**	**150**	**165**	**175**	**175**	**210**	**180**	**190**	**180**	**180**
%	8,8	-36,1	-47,7	-2,7	2,4	-54,4	209,6	-67,4	29,3	10,0	6,1	0,0	20,0	-14,3	5,6	-5,3	0,0
N.-É.	**2 264**	**2 280**	**1 925**	**1 500**	**1 800**	**642**	**1 390**	**3 249**	**2 425**	**1 400**	**1 500**	**1 600**	**1 500**	**1 600**	**1 800**	**2 000**	**1 800**
%	-12,9	0,7	-15,6	-22,1	20,0	-65,1	116,5	133,7	-25,4	-42,3	7,1	6,7	-6,3	6,7	12,5	11,1	-10,0
N.-B.	**1 602**	**1 467**	**1 200**	**1 000**	**870**	**955**	**790**	**1 642**	**1 425**	**1 000**	**1 100**	**1 100**	**800**	**800**	**900**	**1 000**	**800**
%	-1,7	-8,4	-18,2	-16,7	-13,0	-42,1	-17,3	107,8	-13,2	-29,8	10,0	0,0	-27,3	0,0	12,5	11,1	-20,0
QC	**31 308**	**24 614**	**26 600**	**25 800**	**26 400**	**28 079**	**27 913**	**25 315**	**25 000**	**25 250**	**25 500**	**26 000**	**26 500**	**26 000**	**26 250**	**26 500**	**27 000**
%	-1,6	-21,4	8,1	-3,0	2,3	7,4	-0,6	-9,3	-1,2	1,0	1,0	2,0	1,9	-1,9	1,0	1,0	1,9
ONT.	**51 175**	**37 815**	**35 800**	**38 400**	**39 000**	**33 629**	**39 464**	**33 345**	**36 600**	**36 000**	**37 500**	**39 000**	**41 000**	**41 000**	**39 700**	**38 200**	**37 000**
%	25,0	-26,1	-5,3	7,3	1,6	-17,2	17,4	-15,5	9,8	-1,6	4,2	4,0	5,1	0,0	-3,2	-3,8	-3,1
MAN.	**3 073**	**3 645**	**3 400**	**3 000**	**2 800**	**960**	**3 960**	**5 200**	**3 500**	**3 600**	**3 000**	**2 800**	**2 600**	**3 400**	**2 800**	**2 600**	**2 400**
%	36,5	18,6	-6,7	-11,8	-6,7	-71,8	312,5	31,3	-32,7	2,9	-16,7	-6,7	-7,1	30,8	-17,6	-7,1	-7,7
SASK.	**4 797**	**4 106**	**4 500**	**3 900**	**3 800**	**3 457**	**4 769**	**5 834**	**4 000**	**4 000**	**3 900**	**3 800**	**3 900**	**3 900**	**3 800**	**3 700**	**3 800**
%	66,6	-14,4	9,6	-13,3	-2,6	-1,2	38,0	22,3	-31,4	0,0	-2,5	-2,6	2,6	0,0	-2,6	-2,6	2,7
ALB.	**15 903**	**17 580**	**21 100**	**18 200**	**16 800**	**18 434**	**24 331**	**22 731**	**18 900**	**19 000**	**18 000**	**17 900**	**17 900**	**17 000**	**16 800**	**16 700**	**16 700**
%	51,3	10,5	20,0	-13,7	-7,7	-11,9	32,0	-6,6	-16,9	0,5	-5,3	-0,6	0,0	-5,0	-1,2	-0,6	0,0
C.-B.	**19 132**	**18 532**	**18 700**	**18 800**	**19 400**	**18 639**	**18 027**	**19 757**	**18 500**	**18 500**	**18 700**	**18 900**	**19 100**	**18 700**	**19 400**	**19 900**	**19 600**
%	9,1	-3,1	0,9	0,5	3,2	-6,2	-3,3	9,6	-6,4	0,0	1,1	1,1	1,1	-2,1	3,7	2,6	-1,5
Canada*	**131 170**	**111 030**	**114 000**	**111 500**	**111 800**	**105 571**	**121 515**	**117 726**	**111 100**	**109 600**	**110 200**	**112 000**	**114 200**	**113 300**	**112 410**	**111 650**	**110 000**
%	17,6	-15,4	2,7	-2,2	0,3	-11,3	15,1	-3,1	-5,6	-1,4	0,5	1,6	2,0	-0,8	-0,8	-0,7	-1,5

Source : SCHL

(P) prévisions. La moyenne canadienne exclut les territoires.

* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments. L'estimation ponctuelle du nombre de mises en chantier d'habitations de logements collectifs est de 114 000 en 2014, 111 500 en 2015 et 111 800 en 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 112 600 et 115 400 pour 2014, 102 400 et 120 400 pour 2015 et entre 101 000 et 122 800 pour 2016.

** Les données trimestrielles sont désaisonnalisées et annualisées.

Note: Le total du Canada ne peut pas ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement

Tableau 4 : Mises en chantier de logements collectifs selon le type (nombre)

		2012	2013	2014(F)	2015(F)	2016(F)
T.-N.-L.	Jumelés	88	36	40	40	50
	En rangée	121	96	110	110	100
	Appartements	1 153	505	450	550	600
	Total	1 362	637	600	700	750
Î.-P.-É.	Jumelés	94	71	25	20	25
	En rangée	127	36	35	35	40
	Appartements	333	247	125	125	120
	Total	554	354	185	180	185
N.-É.	Jumelés	420	332	250	250	250
	En rangée	218	259	200	250	250
	Appartements	1 626	1 689	1 475	1 000	1 300
	Total	2 264	2 280	1 925	1 500	1 800
N.-B.	Jumelés	426	290	300	270	220
	En rangée	162	175	130	120	100
	Appartements	1 014	1 002	770	610	550
	Total	1 602	1 467	1 200	1 000	870
QC	Jumelés	3 866	2 835	2 400	2 675	2 750
	En rangée	1 904	1 121	1 200	1 125	1 150
	Appartements	25 538	20 658	23 000	22 000	22 500
	Total	31 308	24 614	26 600	25 800	26 400
ONT.	Jumelés	3 397	3 116	2 750	2 700	2 600
	En rangée	10 577	9 427	9 800	10 500	11 000
	Appartements	37 201	25 272	23 250	25 200	25 400
	Total	51 175	37 815	35 800	38 400	39 000
MAN.	Jumelés	346	348	401	188	175
	En rangée	538	773	529	496	463
	Appartements	2 189	2 524	2 470	2 316	2 162
	Total	3 073	3 645	3 400	3 000	2 800
SASK.	Jumelés	684	446	743	493	480
	En rangée	813	1 011	862	782	762
	Appartements	3 300	2 649	2 895	2 625	2 558
	Total	4 797	4 106	4 500	3 900	3 800
ALB.	Jumelés	3 886	3 997	5 677	4 319	3 844
	En rangée	3 315	3 992	4 118	3 706	3 459
	Appartements	8 702	9 591	11 305	10 175	9 497
	Total	15 903	17 580	21 100	18 200	16 800
C.-B.	Jumelés	1 078	1 073	1 250	1 100	1 360
	En rangée	3 201	3 103	3 250	3 300	3 340
	Appartements	14 853	14 356	14 200	14 400	14 700
	Total	19 132	18 532	18 700	18 800	19 400
Canada*	Jumelés	14 285	12 544	13 826	12 075	11 749
	En rangée	20 976	19 993	20 234	20 424	20 664
	Appartements	95 909	78 493	79 940	79 001	79 387
	Total	131 170	111 030	114 000	111 500	111 800

Source: SCHL (P) : prévisions

* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments.

Tableau 5 : Total des ventes de logements existants
(nombre** et variation en pourcentage)

	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)	2014T1	2014T2	2014T3	2014T4(P)	2015T1(P)	2015T2(P)	2015T3(P)	2015T4(P)	2016T1(P)	2016T2(P)	2016T3(P)	2016T4(P)
T.-N.-L.	**4 650**	**4 303**	**4 050**	**3 950**	**3 975**	**3 956**	**4 184**	**4 240**	**3 825**	**3 900**	**4 100**	**4 000**	**3 800**	**3 900**	**4 100**	**4 100**	**3 800**
%	3,8	-7,5	-5,9	-2,5	0,6	-6,9	5,8	1,3	-9,8	2,0	5,1	-2,4	-5,0	2,6	5,1	0,0	-7,3
Î.-P.-É.	**1 614**	**1 425**	**1 375**	**1 250**	**1 175**	**1 428**	**1 432**	**1 448**	**1 200**	**1 100**	**1 200**	**1 400**	**1 300**	**1 100**	**1 200**	**1 200**	**1 200**
%	6,1	-11,7	-3,5	-9,1	-6,0	19,0	0,3	1,1	-17,1	-8,3	9,1	16,7	-7,1	-15,4	9,1	0,0	0,0
N.-É.	**10 437**	**9 151**	**8 645**	**8 200**	**8 250**	**8 216**	**8 644**	**9 204**	**8 500**	**7 800**	**8 200**	**8 600**	**8 200**	**8 000**	**8 400**	**8 400**	**8 200**
%	1,2	-12,3	-5,5	-5,1	0,6	-8,5	5,0	6,5	-7,6	-8,2	5,1	4,9	-4,7	-2,4	5,0	0,0	-2,4
N.-B.	**6 403**	**6 282**	**6 230**	**5 925**	**5 650**	**6 120**	**5 640**	**6 856**	**6 300**	**5 800**	**6 000**	**5 900**	**6 000**	**5 600**	**5 700**	**5 800**	**5 500**
%	-3,0	-1,9	-0,8	-4,9	-4,6	-0,6	-7,8	21,6	-8,1	-7,9	3,4	-1,7	1,7	-6,7	1,8	1,8	-5,2
QC	**77 374**	**71 201**	**70 900**	**72 600**	**73 400**	**68 556**	**69 072**	**73 836**	**72 000**	**72 250**	**72 500**	**72 750**	**73 000**	**73 250**	**73 500**	**73 500**	**73 500**
%	0,3	-8,0	-0,4	2,4	1,1	-2,2	0,8	6,9	-2,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0
ONT.	**197 620**	**198 675**	**204 800**	**210 500**	**202 700**	**183 404**	**207 632**	**217 012**	**211 000**	**212 000**	**214 000**	**209 500**	**206 500**	**205 000**	**204 000**	**202 000**	**200 000**
%	-1,9	0,5	3,1	2,8	-3,7	-7,5	13,2	4,5	-2,8	0,5	0,9	-2,1	-1,4	-0,7	-0,5	-1,0	-1,0
MAN.	**13 911**	**13 735**	**13 900**	**14 100**	**14 200**	**13 272**	**14 156**	**14 224**	**13 900**	**13 900**	**14 100**	**14 200**	**14 200**	**14 300**	**14 200**	**14 200**	**14 100**
%	0,2	-1,3	1,2	1,4	0,7	-6,6	6,7	0,5	-2,3	0,0	1,4	0,7	0,0	0,7	-0,7	0,0	-0,7
SASK.	**13 867**	**13 535**	**13 700**	**13 800**	**13 900**	**12 916**	**14 376**	**14 204**	**13 400**	**13 600**	**13 900**	**13 900**	**13 800**	**13 700**	**14 000**	**14 000**	**13 900**
%	5,6	-2,4	1,2	0,7	0,7	-5,5	11,3	-1,2	-5,7	1,5	2,2	0,0	-0,7	-0,7	2,2	0,0	-0,7
ALB.	**60 369**	**66 080**	**71 200**	**72 900**	**74 600**	**66 952**	**73 168**	**73 744**	**71 000**	**72 600**	**72 700**	**73 100**	**73 200**	**74 100**	**74 500**	**74 800**	**75 000**
%	12,3	9,5	7,7	2,4	2,3	0,5	9,3	0,8	-3,7	2,3	0,1	0,6	0,1	1,2	0,5	0,4	0,3
C.-B.	**67 637**	**72 936**	**81 490**	**79 200**	**79 300**	**75 468**	**83 348**	**86 636**	**80 000**	**79 100**	**79 500**	**80 000**	**78 200**	**78 200**	**79 000**	**79 600**	**80 400**
%	-11,8	7,8	11,6	-2,7	0,1	-4,2	10,4	3,9	-7,7	-1,1	0,5	0,6	-2,3	0,0	1,0	0,8	1,0
Canada*	**451 882**	**457 323**	**476 100**	**482 500**	**477 200**	**440 308**	**481 652**	**501 404**	**481 125**	**482 050**	**486 200**	**483 350**	**478 200**	**477 150**	**478 600**	**477 600**	**475 600**
%	-1,1	0,8	4,1	1,3	-1,1	-4,8	9,4	4,1	-4,0	0,2	0,9	-0,6	-1,1	-0,2	0,3	-0,2	-0,4

Source : Association canadienne de l'immeuble, FCIQ par le système Centris®. En raison de problèmes de disponibilité des données avec trois centres de l'Ontario et le Québec, l'ACI a estimé totaux provinciaux pour l'année 2011 pour l'Ontario et du Québec.

(P) : prévisions. La moyenne canadienne exclut les territoires.

* Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments. L'estimation ponctuelle du nombre national de ventes de logements existants est de 476 100 pour 2014, 482 500 pour 2015 et de 477 200 pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 467 400 et 482 000 pour 2014, entre 457 300 et 507 200 pour 2015 et entre 448 900 et 508 000 pour 2016.

** Les données trimestrielles sont désaisonnalisées et annualisées.

Note: Le total du Canada ne peut pas ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement.

Tableau 6 : Prix moyen des logements existants
($** et variation en pourcentage)

	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)	2014T1	2014T2	2014T3	2014T4(P)	2015T1(P)	2015T2(P)	2015T3(P)	2015T4(P)	2016T1(P)	2016T2(P)	2016T3(P)	2016T4(P)
T.-N.-L.	**268,776**	**283,102**	**289,000**	**294,000**	**298,000**	**293,281**	**290,366**	**284,204**	**288,400**	**282,000**	**294,000**	**302,000**	**298,000**	**292,000**	**298,000**	**302,000**	**300,000**
%	6.8	5.3	2.1	1.7	1.4	4.6	-1.0	-2.1	1.5	-2.2	4.3	2.7	-1.3	-2.0	2.1	1.3	-0.7
Î.-P.-É.	**152,250**	**156,107**	**158,500**	**157,500**	**157,500**	**166,115**	**165,638**	**154,372**	**146,000**	**153,000**	**158,000**	**160,000**	**158,000**	**155,000**	**157,000**	**158,000**	**160,000**
%	1.8	2.5	1.5	-0.6	0.0	9.5	-0.3	-6.8	-5.4	4.8	3.3	1.3	-1.3	-1.9	1.3	0.6	1.3
N.-É.	**220,413**	**217,192**	**214,700**	**216,000**	**217,000**	**210,664**	**215,147**	**215,147**	**217,500**	**215,000**	**216,000**	**217,000**	**216,000**	**215,000**	**217,000**	**218,500**	**217,500**
%	3.7	-1.5	-1.1	0.6	0.5	-1.7	2.1	0.0	1.1	-1.1	0.5	0.5	-0.5	-0.5	0.9	0.7	-0.5
N.-B.	**161,116**	**162,652**	**161,700**	**161,500**	**161,000**	**161,405**	**160,055**	**161,616**	**163,500**	**161,000**	**162,000**	**162,000**	**161,000**	**160,000**	**161,000**	**162,000**	**161,000**
%	0.4	1.0	-0.6	-0.1	-0.3	-1.2	-0.8	1.0	1.2	-1.5	0.6	0.0	-0.6	-0.6	0.6	0.6	-0.6
QC	**260,501**	**262,453**	**268,700**	**270,800**	**276,000**	**269,034**	**270,862**	**270,793**	**264,000**	**267,000**	**270,000**	**272,000**	**274,000**	**274,500**	**275,500**	**276,500**	**277,500**
%	3.3	0.7	2.4	0.8	1.9	-0.1	0.7	0.0	-2.5	1.1	1.1	0.7	0.7	0.2	0.4	0.4	0.4
ONT.	**384,455**	**402,547**	**426,300**	**435,900**	**443,800**	**419,709**	**425,318**	**430,244**	**429,000**	**431,800**	**435,000**	**437,500**	**439,500**	**441,500**	**443,200**	**444,500**	**446,000**
%	5.3	4.7	5.9	2.3	1.8	1.5	1.3	1.2	-0.3	0.7	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4	0.3	0.3
MAN.	**247,786**	**260,849**	**266,500**	**272,600**	**278,800**	**262,635**	**264,599**	**267,780**	**270,900**	**270,400**	**272,000**	**273,500**	**274,600**	**276,300**	**278,300**	**279,800**	**280,900**
%	5.2	5.3	2.2	2.3	2.3	-3.6	0.7	1.2	1.2	-0.2	0.6	0.6	0.4	0.6	0.7	0.5	0.4
SASK.	**275,700**	**288,698**	**296,800**	**303,000**	**309,300**	**300,643**	**291,180**	**297,785**	**298,000**	**301,400**	**302,600**	**303,600**	**304,400**	**306,500**	**309,100**	**310,100**	**311,600**
%	6.3	4.7	2.8	2.1	2.1	2.9	-3.1	2.3	0.1	1.1	0.4	0.3	0.3	0.7	0.8	0.3	0.5
ALB.	**363,208**	**380,969**	**398,900**	**407,800**	**417,500**	**399,064**	**394,736**	**400,934**	**401,100**	**403,900**	**405,300**	**408,300**	**413,800**	**413,500**	**414,900**	**418,000**	**423,630**
%	2.8	4.9	4.7	2.2	2.4	3.3	-1.1	1.6	0.0	0.7	0.3	0.7	1.3	-0.1	0.3	0.7	1.3
C.-B.	**514,836**	**537,414**	**564,200**	**566,300**	**573,000**	**567,215**	**553,867**	**576,674**	**558,600**	**561,000**	**564,300**	**569,000**	**571,000**	**570,000**	**572,000**	**574,000**	**576,000**
%	4.3	4.4	5.0	0.4	1.2	0.8	-2.4	4.1	-3.1	0.4	0.6	0.8	0.4	-0.2	0.4	0.3	0.3
Canada*	**363,483**	**382,606**	**404,800**	**410,600**	**417,300**	**351,880**	**387,333**	**409,740**	**404,490**	**407,150**	**409,650**	**412,060**	**413,795**	**414,765**	**416,195**	**417,895**	**420,460**
%	0.3	5.3	5.8	1.4	1.6	-3.6	10.1	5.8	-1.3	0.7	0.6	0.6	0.4	0.2	0.3	0.4	0.6

Source : Association canadienne de l'immeuble (ACI) par le système Centris®.

(P) : prévisions. La moyenne canadienne exclut les territoires.

* L'estimation ponctuelle du prix de vente moyen pour l'ensemble du pays est de 404 800 $ pour 2014, 410 600 $ pour 2015 et de 417 300 $ pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 401 400 $ et 405 400 $ pour 2014, 403 600 $ et 417 800 $ pour 2015 et entre 407 300 $ et 424 500 $ pour 2016.

** Les moyennes trimestrielles sont désaisonnalisées.

Note: Le total du Canada ne peut pas ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement.

Tableau 7 : Emploi
(variation annuelle en pourcentage)

	2010	2011	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)
T.-N.-L.	3.3	2.7	2.3	1.1	-1.5	0.8	1.0
Î.-P.-É.	2.9	2.0	1.1	1.9	-0.2	0.5	0.6
N.-É.	0.2	0.1	0.6	-0.3	-1.2	0.5	0.8
N.-B.	-0.9	-1.2	-0.2	-0.1	0.4	0.8	0.8
QC	1.7	1.0	0.8	1.2	0.1	1.0	1.3
ONT.	1.7	1.8	0.8	1.4	0.8	1.9	1.6
MAN.	1.9	0.8	0.9	0.5	-0.1	1.0	1.0
SASK.	0.9	0.3	2.1	3.4	1.8	1.7	1.6
ALB.	-0.4	3.8	2.7	2.8	2.8	2.2	2.0
C.-B.	1.7	0.8	1.7	-0.2	0.7	2.0	2.0
Canada*	1.4	3.1	1.2	1.3	0.8	1.5	1.9

Source : Statistique Canada

(P) : prévisions de la SCHL. Les prévisions nationales reflètent l'édition de octobre 2014 du rapport de Consensus Economics.

* L'estimation ponctuelle de la croissance prévue de l'emploi est de 0,8% pour 2014, 1,5% pour 2015 et 1,9% pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 0,6% et 1,1% pour 2014, 1,3% et 2,2% pour 2015 et 1,2% de 2,5% pour 2016.

Tableau 8 : Taux de chômage
(pourcentage)

	2010	2011	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)
T.-N.-L.	14.4	12.7	12.5	11.4	11.7	11.8	11.7
Î.-P.-É.	11.2	11.3	11.3	11.3	10.7	10.7	10.6
N.-É.	9.3	8.8	9.0	9.0	8.8	9.0	9.2
N.-B.	9.3	9.5	10.2	10.4	10.0	9.8	9.8
QC	8.0	7.8	7.8	7.6	7.8	7.6	7.3
ONT.	8.7	7.8	7.8	7.5	7.4	7.0	6.7
MAN.	5.4	5.4	5.3	5.4	5.5	5.4	5.5
SASK.	5.2	5.0	4.7	4.0	3.9	4.3	4.4
ALB.	6.5	5.5	4.6	4.7	4.7	4.6	4.7
C.-B.	7.6	7.5	6.7	6.6	6.1	6.1	6.5
Canada*	8.0	7.4	7.2	7.1	6.9	6.6	6.1

Source : Statistique Canada

(P) : prévisions de la SCHL. Les prévisions nationales reflètent l'édition de octobre 2014 du rapport de Consensus Economics.

* L'estimation ponctuelle de la croissance du chômage prévue est de 6,9% pour 2014, 6,6% pour 2015 et 6,1% pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 6,7% et 7,2% pour 2014, 6,4% et 7,3% pour 2015 et 5,7% de 6,9% pour 2016.

Tableau 9 : Produit intérieur brut réel
(variation annuelle en pourcentage)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015(P)	2016(P)
T.-N.-L.	5.9	2.9	-4.4	5.5	1.0	1.5	1.8
Î.-P.-É.	2.2	1.0	1.5	1.0	0.5	0.8	0.8
N.-É.	3.0	0.6	-0.1	0.4	0.5	1.2	1.5
N.-B.	2.0	0.3	-1.1	-0.2	0.6	1.0	1.2
QC	2.3	1.8	1.5	1.1	1.5	1.7	2.0
ONT.	3.4	2.2	1.3	1.4	2.1	2.6	2.4
MAN.	2.6	1.7	2.6	2.2	2.0	2.4	2.3
SASK.	4.2	5.0	1.9	4.3	2.3	2.5	2.4
ALB.	4.5	5.2	3.8	3.6	3.9	3.0	2.9
C.-B.	3.3	2.7	1.5	1.8	2.3	2.8	2.9
Canada*	3.4	2.5	1.7	1.9	2.3	2.5	2.3

Source : Statistique Canada.

(P) : prévisions de la SCHL. Les prévisions nationales reflètent l'édition de octobre 2014 du rapport de Consensus Economics.

* L'estimation ponctuelle du taux de croissance du PIB prévue est de 2,3% pour 2014, 2,5% pour 2015 et 2,3% pour 2016. Compte tenu du climat d'incertitude économique, la gamme des prévisions varie entre 2,1% et 2,5% pour 2014, 2,2% et 2,9% pour 2015 et 1,8% de 2,9% pour 2016.

Tableau 10 : Migration totale nette*
(nombre de personnes)

	2010	2011	2012	2013	2014(P)	2015(P)	2016(P)
T.-N.-L.	840	1,686	2,142	636	-2,125	700	1,000
Î.-P.-É.	2,541	1,560	509	66	100	500	500
N.-É.	3,701	819	-439	-1,130	-2,600	600	800
N.-B.	2,781	1,223	-924	-1,300	-2,375	0	200
QC	47,528	44,372	45,630	35,077	34,262	39,000	43,000
ONT.	114,911	100,361	84,856	94,074	81,302	93,200	98,800
MAN.	11,881	11,367	10,314	9,217	9,200	9,100	9,300
SASK.	9,395	11,608	15,226	13,106	12,900	11,300	11,000
ALB.	21,677	45,587	78,838	86,922	79,000	64,000	58,000
C.-B.	39,597	31,559	26,749	33,625	38,200	41,600	44,000
Canada**	254,852	250,142	262,901	270,293	247,864	260,000	266,600

Source : Statistique Canada, (P) : prévisions de la SCHL

* Somme de la migration interprovinciale, de la migration international, et du flux des résidents non permanents.

** Exclut les territoires.

Note: Le total du Canada ne peut pas ajouter à la somme des provinces en raison de l'arrondissement.

Tableau 11a : Indicateurs des marchés locaux

Région métropolitaine de recensement		Total des mises en chantier	Total des mises en chantier de logements individuels	Var. annuelle en %, Indice des prix des log. neufs	Ventes MLS®	Prix MLS® moyen ($)	Taux d'inocc. des logements locatifs (immeubles de 3 unités et +, tous types de log.)	Loyer moyen (immeubles de 3 unités et +, log. de 2 chambres)
Victoria	2013	1 685	514	-1,3	5 691	480 997	2,8	1 068
	2014(P)	1 525	525	-0,7	6 350	490 000	3,0	1 070
	2015(P)	1 825	550	0,4	6 200	497 500	2,7	1 075
	2016(P)	1 750	500	0,4	6 000	505 600	2,7	1 075
Vancouver*	2013	18 696	4 004	-1,0	28 985	767 765	1,7	1 281
	2014(P)	18 900	4 220	-2,7	32 800	811 000	1,9	1 320
	2015(P)	18 700	4 250	1,0	32 250	821 000	1,8	1 355
	2016(P)	19 250	4 050	0,7	31 600	835 000	1,8	1 400
Abbotsford-Mission	2013	749	201	n.d.	2 392	338 770	3,2	820
	2014(P)	610	210	n.d.	2 530	353 000	2,9	830
	2015(P)	590	210	n.d.	2 560	357 000	3,0	840
	2016(P)	570	220	n.d.	2 570	363 000	2,7	845
Kelowna	2013	1 013	579	n.d.	4 016	398 175	1,8	970
	2014(P)	1 175	650	n.d.	4 650	440 000	1,8	975
	2015(P)	1 200	625	n.d.	4 700	435 000	1,5	980
	2016(P)	1 325	675	n.d.	4 600	450 000	1,7	990
Edmonton	2013	14 689	5 970	0,6	19 552	344 977	1,4	1 141
	2014(P)	13 300	6 400	0,5	20 000	360 000	1,6	1 200
	2015(P)	13 000	6 600	2,0	20 400	371 000	1,7	1 250
	2016(P)	12 300	6 300	2,0	20 700	380 000	1,9	1 280
Calgary	2013	12 584	6 402	5,3	29 954	437 036	1,0	1 224
	2014(P)	17 200	6 700	7,0	33 500	459 000	1,4	1 290
	2015(P)	14 400	6 400	4,5	34 200	472 000	1,6	1 330
	2016(P)	12 800	6 300	2,8	34 800	483 000	1,8	1 360
Saskatoon	2013	2 980	1 658	1,6	5 543	332 058	2,7	1 041
	2014(P)	3 300	1 600	2,7	5 800	341 300	2,8	1 085
	2015(P)	3 125	1 550	1,9	5 825	348 000	2,9	1 115
	2016(P)	2 800	1 550	1,9	5 825	348 000	2,9	1 115
Regina	2013	3 122	1 246	2,8	3 692	312 355	1,9	1 018
	2014(P)	2 350	750	1,8	3 700	317 000	2,5	1 055
	2015(P)	2 150	725	1,7	3 730	322 500	2,6	1 085
	2016(P)	2 100	700	1,8	3 750	326 500	2,7	1 110
Winnipeg	2013	4 705	2 218	5,0	12 088	268 382	2,5	969
	2014(P)	4 525	1 975	2,3	12 200	276 000	2,8	1 010
	2015(P)	4 500	2 000	2,2	12 300	283 000	3,0	1 040
	2016(P)	4 425	2 025	2,2	12 400	290 000	3,2	1 070
Thunder Bay	2013	324	193	0,9	1 357	210 234	2,6	858
	2014(P)	225	155	0,6	1 370	224 000	2,4	875
	2015(P)	255	165	1,2	1 380	235 000	2,2	895
	2016(P)	285	175	1,6	1 400	242 000	2,1	920
Grand Sudbury	2013	431	208	0,9	2 308	245 307	3,4	914
	2014(P)	255	165	0,6	2 150	250 000	4,0	930
	2015(P)	260	175	1,2	2 200	253 000	4,3	950
	2016(P)	270	180	1,6	2 100	255 000	4,6	965
Windsor	2013	708	535	1,0	5 341	179 820	5,9	788
	2014(P)	770	550	2,0	5 400	187 000	5,0	805
	2015(P)	785	575	2,0	5 600	191 000	4,7	815
	2016(P)	860	600	2,0	5 400	193 000	4,5	830

Sources : SCHL, Association canadienne de l'immeuble, chambres immobilières locales, Statistique Canada.

*Les ventes et les prix MLS® pour la RMR de Vancouver ne reflètent que les données du Real Estate Board of Greater Vancouver, qui ne couvrent pas Surrey, Langley, White Rock et North Delta.

n.d. : données non disponibles. (P) : prévisions de la SCHL.

Tableau 11b : Indicateurs des marchés locaux

Région métropolitaine de recensement		Total des mises en chantier	Total des mises en chantier de logements individuels	Var. annuelle en %, Indice des prix des log. neufs	Ventes MLS®	Prix MLS® moyen ($)	Taux d'inocc. des logements locatifs (immeubles de 3 unités et +, tous types de log.)	Loyer moyen (immeubles de 3 unités et +, log. de 2 chambres)
London	2013	2 163	1 153	1,8	8 113	246 943	3,3	924
	2014(P)	1 905	1 050	1,7	8 400	252 000	3,5	930
	2015(P)	2 180	1 100	1,8	8 550	261 500	3,5	940
	2016(P)	1 945	950	1,8	8 500	268 300	3,2	960
Kitchener-Cambridge-Waterloo	2013	1 840	690	0,7	6 467	324 604	2,9	952
	2014(P)	3 380	800	0,5	6 550	337 000	3,2	970
	2015(P)	2 755	775	0,5	6 750	347 000	3,2	990
	2016(P)	2 780	700	0,5	6 550	354 000	3,0	1 010
St. Catharines-Niagara*	2013	1 223	717	3,0	5 483	238 449	4,1	872
	2014(P)	1 285	750	2,2	5 750	250 000	4,7	890
	2015(P)	1 270	780	1,8	5 950	258 000	4,3	905
	2016(P)	1 220	750	2,1	5 750	265 000	3,1	920
Hamilton	2013	2 709	1 159	2,5	13 471	383 892	3,4	932
	2014(P)	2 630	1 170	2,0	14 000	402 000	3,2	940
	2015(P)	2 750	1 200	1,8	14 000	413 000	3,0	955
	2016(P)	2 600	1 150	1,5	13 400	421 200	2,9	975
Toronto	2013	33 547	9 421	2,5	88 946	524 089	1,6	1 213
	2014(P)	33 400	8 900	2,0	92 500	558 000	1,8	1 225
	2015(P)	36 000	9 700	1,5	96 000	570 000	1,9	1 230
	2016(P)	34 750	8 500	1,0	92 000	580 000	1,8	1 240
Barrie	2013	891	602	n.d.	4 648	317 883	3,0	1 048
	2014(P)	1 070	650	n.d.	4 700	338 000	2,7	1 055
	2015(P)	925	690	n.d.	4 800	344 800	2,8	1 075
	2016(P)	1 075	730	n.d.	4 900	350 600	2,7	1 095
Peterborough	2013	354	224	n.d.	2 539	271 162	4,8	915
	2014(P)	260	210	n.d.	2 550	276 000	5,1	925
	2015(P)	290	210	n.d.	2 550	280 000	5,4	935
	2016(P)	280	200	n.d.	2 500	283 000	5,4	945
Brantford	2013	396	261	n.d.	2 230	264 443	2,9	835
	2014(P)	390	270	n.d.	2 100	276 000	3,6	845
	2015(P)	395	280	n.d.	2 100	282 500	3,3	860
	2016(P)	350	260	n.d.	2 000	288 000	3,1	880
Guelph	2013	890	198	n.d.	3 164	343 564	1,9	957
	2014(P)	1 080	220	n.d.	3 150	358 000	1,9	970
	2015(P)	805	230	n.d.	3 300	370 000	2,1	985
	2016(P)	825	200	n.d.	3 300	375 000	2,0	1 010
Oshawa**	2013	1 384	887	n.d.	10 019	354 548	2,1	985
	2014(P)	1 575	1 035	n.d.	10 200	382 000	2,2	995
	2015(P)	1 620	1 100	n.d.	10 500	391 000	2,0	1 010
	2016(P)	1 630	1 180	n.d.	10 000	400 000	1,9	1 020
Kingston	2013	856	325	n.d.	3 165	279 339	2,3	1 054
	2014(P)	640	310	n.d.	2 900	286 100	2,5	1 080
	2015(P)	860	320	n.d.	3 000	291 900	2,8	1 105
	2016(P)	705	300	n.d.	2 850	296 300	2,6	1 125

Sources : SCHL, Association canadienne de l'immeuble, chambres immobilières locales, Statistique Canada.

*Les données MLS® pour St. Catharines-Niagara sont celles de trois chambres immobilières de la région réunies.

**Les données MLS® tiennent compte de l'ensemble de la région de Durham.

n.d. : données non disponibles. (P) : prévisions de la SCHL.

Tableau 11c : Indicateurs des marchés locaux

Région métropolitaine de recensement		Total des mises en chantier	Total des mises en chantier de logements individuels	Var. annuelle en %, Indice des prix des log. neufs	Ventes MLS®	Prix MLS® moyen ($)	Taux d'inocc. des logements locatifs (immeubles de 3 unités et +, tous types de log.)	Loyer moyen (immeubles de 3 unités et +, log. de 2 chambres)
Ottawa*	2013	6 560	1 787	0,4	14 049	358 876	2,9	1 132
	2014(P)	5 255	1 825	0,4	13 900	363 000	3,2	1 140
	2015(P)	5 150	1 740	2,0	13 800	366 000	3,4	1 160
	2016(P)	5 275	1 750	1,5	13 550	368 000	3,0	1 170
Gatineau*	2013	1 924	475	0,4	3 544	243 330	5,1	744
	2014(P)	2 040	470	0,4	3 200	243 500	6,5	745
	2015(P)	1 900	440	2,0	3 300	246 100	6,3	750
	2016(P)	1 850	450	1,5	3 500	249 200	6,0	755
Montréal	2013	15 632	3 039	1,0	36 501	323 986	2,8	730
	2014(P)	16 700	2 700	0,7	36 300	327 500	2,6	745
	2015(P)	15 700	3 100	1,0	37 800	331 000	2,5	760
	2016(P)	15 900	3 200	1,0	38 700	335 000	2,5	780
Trois-Rivières	2013	849	243	n.d.	928	158 582	5,1	555
	2014(P)	775	225	n.d.	1 065	165 000	4,7	560
	2015(P)	700	220	n.d.	1 030	169 000	5,0	565
	2016(P)	650	210	n.d.	1 025	171 500	5,0	570
Sherbrooke	2013	1 496	442	n.d.	1 665	229 483	5,3	591
	2014(P)	1 250	360	n.d.	1 540	230 000	5,0	600
	2015(P)	1 200	320	n.d.	1 625	233 500	5,2	620
	2016(P)	1 175	300	n.d.	1 700	236 000	5,2	635
Québec	2013	4 680	961	1,1	6 275	267 294	2,3	757
	2014(P)	4 125	925	0,0	6 450	270 000	2,6	770
	2015(P)	3 650	850	0,0	6 650	275 000	2,8	785
	2016(P)	3 300	800	0,0	6 900	280 000	2,8	795
Saguenay	2013	919	337	n.d.	1 185	193 281	2,8	571
	2014(P)	758	295	n.d.	1 120	192 700	3,1	580
	2015(P)	650	300	n.d.	1 050	189 800	3,3	590
	2016(P)	600	275	n.d.	1 000	186 000	3,3	600
Saint John	2013	276	140	0,3	1 558	173 042	11,4	691
	2014(P)	290	140	0,2	1 450	169 500	11,5	695
	2015(P)	320	150	0,5	1 400	168 500	11,0	705
	2016(P)	310	150	0,5	1 350	168 000	10,0	715
Moncton	2013	911	258	0,3	2 194	160 092	9,1	742
	2014(P)	870	240	0,2	2 100	162 500	11,5	750
	2015(P)	660	230	0,5	2 000	161 500	12,5	760
	2016(P)	530	220	0,5	1 875	161 000	13,0	775
Halifax	2013	2 439	678	2,5	4 986	274 880	3,2	976
	2014(P)	1 980	530	0,5	4 600	277 500	4,5	995
	2015(P)	1 500	500	1,4	4 650	279 000	4,8	1 015
	2016(P)	1 900	600	1,7	4 700	280 500	5,0	1 025
St. John's	2013	1 734	1 243	1,6	3 617	301 333	3,2	864
	2014(P)	1 415	875	1,5	3 300	313 000	3,5	900
	2015(P)	1 445	850	1,0	3 350	317 500	3,8	930
	2016(P)	1 500	900	1,0	3 400	322 000	3,9	955
Charlottetown**	2013	438	160	0,3	494	203 305	7,9	804
	2014(P)	325	135	-0,3	475	203 000	9,0	820
	2015(P)	310	135	0,5	450	202 500	8,5	840
	2016(P)	290	130	0,5	450	203 000	8,5	855
TOUS LES CENTRES	2013	145 797	49 128	2,2	346 160	416 310	2,7	919
MENTIONNÉS	2014(P)	147 533	47 985	1,4	358 750	441 883	2,6	947
CI-DESSUS (35)	2015(P)	143 825	49 045	1,7	365 950	449 896	2,7	963
	2016(P)	140 425	47 130	1,3	361 095	449 962	2,7	981

Sources : SCHL, Association canadienne de l'immeuble, FCIQ par le système Centris®, chambres immobilières locales, Statistique Canada.

*Statistique Canada définit Ottawa-Gatineau comme étant une seule région métropolitaine de recensement (RMR), mais dans la présente publication, Ottawa et Gatineau sont considérés comme deux centres pour permettre une analyse plus détaillée.

**Charlottetown est une agglomération de recensement (AR) et non pas une RMR. Le noyau urbain d'une AR compte au moins 10 000 habitants, tandis que celui d'une RMR en compte 100 000 ou plus.

n.d. : données non disponibles. (P) : prévisions de la SCHL.

Tableau 12 : Principaux indicateurs du marché de l'habitation (niveaux et variation trimestrielle en pourcentage)

	2012:T4	2013:T1	2013:T2	2013:T3	2013:T4	2014:T1	2014:T2	2014:T3
Logements neufs								
Permis de construire, n^bre, en milliers	192,4	179,0	228,2	212,6	210,8	193,7	200,1	221,4
%	- 13,0	- 7,0	27,5	- 6,8	- 0,8	- 8,1	3,3	10,6
Mises en chantier, total, en milliers	204,4	174,4	187,9	191,6	196,4	175,8	196,4	196,0
%	- 6,8	- 14,6	7,7	2,0	2,5	- 10,5	11,7	- 0,2
Mises en chantier, log. ind., en milliers	81,7	77,0	76,2	76,4	77,3	70,3	74,9	78,2
%	- 2,8	- 5,8	- 1,0	0,2	1,3	- 9,1	6,6	4,4
Mises en chantier, log. coll., en milliers	122,6	97,4	111,6	115,2	119,1	105,6	121,5	117,7
%	- 9,4	- 20,5	14,6	3,2	3,3	- 11,3	15,1	- 3,1
Log. achevés, total, en milliers*	47 683	39 028	49 362	47 812	49 292	38 797	45 014	47 979
%	- 6,2	- 18,2	26,5	- 3,1	3,1	- 21,3	16,0	6,6
Indice des prix des log. neufs, 2007=100*	108,8	109,3	109,7	110,2	110,3	110,9	111,4	111,8
%	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2	0,5	0,5	0,3
Logements existants								
Ventes MLS®, n^bre, en milliers	427 220	435 040	454 828	478 584	462 724	440 776	482 148	501 808
%	- 2,1	1,8	4,5	5,2	- 3,3	- 4,7	9,4	4,1
Prix MLS® moyen, $ en milliers	360 451	367 360	374 575	389 285	395 360	398 813	401 818	409 980
%	0,4	1,9	2,0	3,9	1,6	0,9	0,8	2,0
Marché hypothécaire								
Taux hyp. à un an, pourcentage*	3,1	3,0	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Taux hyp. à cinq ans, pourcentage*	5,2	5,2	5,1	5,3	5,3	5,2	4,8	4,8
Investissement résidentiel**								
Total, $2002, en millions	112 608	111 308	112 959	113 058	112 572	110 767	n.d	n.d
%	- 0,3	- 1,2	1,5	0,1	- 0,4	- 1,6	n.d	n.d
Nouveau, $2002, en millions	53 196	51 660	51 372	49 936	50 592	49 820	n.d	n.d
%	0,1	- 2,9	- 0,6	- 2,8	1,3	- 1,5	n.d	n.d
Modifications $2002, en millions	42 792	42 784	43 688	43 824	43 488	43 832	n.d	n.d
%	0,6	0,0	2,1	0,3	- 0,8	0,8	n.d	n.d
Coût de cession, $2002, en millions	17 076	17 280	18 240	19 472	18 760	17 556	n.d	n.d
%	- 3,3	1,2	5,6	6,8	- 3,7	- 6,4	n.d	n.d
Déflateur, 2002=100*	113,0	112,7	112,6	113,7	114,4	114,7	n.d	n.d
%	0,8	- 0,2	- 0,1	0,9	0,6	0,3	n.d	n.d

Sources : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble
n.d. : données non disponibles

* Tous les indicateurs sont désaisonnalisés et annualisés, à quelques exceptions près : l'Indice des prix des logements neufs et le déflateur des investissements résidentiels sont seulement désaisonnalisés, et le nombre d'habitations achevées ainsi que les taux hypothécaires à un an et à cinq ans ne sont ni désaisonnalisés, ni annualisés

** L'investissement résidentiel englobe les investissements dans le logement neuf et permanent, les coûts de conversion, le coût des modifications et améliorations, les coûts supplémentaires et les coûts de cession

LA SCHL : AU CŒUR DE L'HABITATION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme national responsable de l'habitation au Canada, et ce, depuis plus de 65 ans.

En collaboration avec d'autres intervenants du secteur de l'habitation, elle contribue à faire en sorte que le système canadien de logement demeure l'un des meilleurs du monde. La SCHL aide les Canadiens à accéder à un large éventail de solutions de logements durables, abordables et de qualité, favorisant ainsi la création de collectivités et de villes dynamiques et saines partout au pays.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, veuillez consulter le site Web de la SCHL à l'adresse suivante : www.schl.ca ou suivez nous sur Twitter, YouTube et Flickr.

Vous pouvez aussi communiquer avec nous par téléphone, au 1-800-668-2642, ou par télécopieur, au 1-800-245-9274. De l'extérieur du Canada : 613-748-2003 (téléphone); 613-748-2016 (télécopieur).

La Société canadienne d'hypothèques et de logement souscrit à la politique du gouvernement fédéral sur l'accès des personnes handicapées à l'information. Si vous désirez obtenir la présente publication sur des supports de substitution, composez le 1-800-668-2642.

La gamme complète des publications nationales standards du Centre d'analyse de marché (CAM) est offerte gratuitement, en format électronique, sur le site Web de la SCHL. Vous pouvez consulter, imprimer ou télécharger les éditions déjà parues, ou encore vous abonner aux futures éditions et recevoir automatiquement, par courriel, de l'information sur le marché le jour même où elle est diffusée : c'est rapide et pratique! Visitez le www.schl.ca/marchedelhabitation.

Pour en savoir davantage au sujet du CAM et de la mine de renseignements sur le marché de l'habitation qu'il met à votre disposition, rendez-vous au www.schl.ca/marchedelhabitation.

© 2014, Société canadienne d'hypothèques et de logement. Tous droits réservés. La SCHL autorise toute utilisation raisonnable du contenu de la présente publication, à la condition toutefois que ce soit à des fins personnelles, pour des recherches d'affaires ou d'intérêt public, ou encore dans un but éducatif. Elle accorde le droit d'utiliser le contenu à titre de référence générale dans des analyses écrites ou dans la présentation de résultats, de conclusions ou de prévisions, et de citer de façon limitée les données figurant dans la présente publication. La SCHL autorise également l'utilisation raisonnable et restreinte du contenu de ses rapports dans des publications commerciales, sous réserve des conditions susmentionnées. Elle conserve toutefois le droit d'exiger, pour une quelconque raison, l'interruption d'une telle utilisation.

Chaque fois que le contenu d'une publication de la SCHL est utilisé, y compris les données statistiques, il faut en indiquer la source comme suit :

Source : SCHL (ou, selon le cas, « Adaptation de données provenant de la SCHL »), titre de la publication, année et date de diffusion.

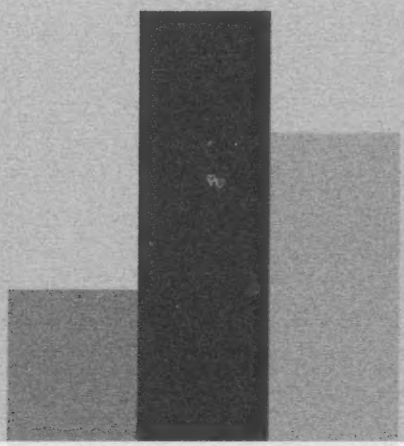
À défaut de quoi ledit contenu ne peut être reproduit ni transmis à quiconque. Lorsqu'une organisation se procure une publication, elle ne doit pas en donner l'accès à des personnes qui ne sont pas à son emploi. La publication ne peut être affichée, que ce soit en partie ou en totalité, dans un site Web qui serait ouvert au public ou accessible à des personnes qui ne travaillent pas directement pour l'organisation. Pour obtenir la permission d'utiliser le contenu d'une publication d'analyse de marché de la SCHL à des fins autres que celles susmentionnées ou de reproduire de grands extraits ou l'intégralité des publications d'analyse de marché de la SCHL, veuillez communiquer avec le Centre canadien de documentation sur l'habitation (CCDH); courriel : chic@schl.ca – téléphone : 613-748-2367 ou 1-800-668-2642.

Veuillez fournir les informations suivantes au CCDH :
Titre de la publication, année et date de diffusion.

Sans limiter la portée générale de ce qui précède, il est interdit de traduire un extrait de publication sans l'autorisation préalable écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Les renseignements, analyses et opinions contenus dans cette publication sont fondés sur diverses sources jugées fiables, mais leur exactitude ne peut être garantie, et ni la Société canadienne d'hypothèques et de logement ni ses employés n'en assument la responsabilité.

Marché de l'habitation : notre savoir à votre service



RAPPORTS GRATUITS EN LIGNE :

- Statistiques du logement au Canada
- Rapport de l'Enquête auprès des copropriétaires
- Bulletin mensuel d'information sur le logement
- Perspectives du marché de l'habitation, Canada
- Perspectives du marché de l'habitation : Faits saillants – Canada et les régions
- Perspectives du marché de l'habitation, grands centres urbains
- Tableaux de données sur le marché de l'habitation : Quelques centres urbains du Centre-Sud de l'Ontario
- Actualités habitation, Canada
- Actualités habitation, grands centres urbains
- Actualités habitation, régions
- Statistiques mensuelles sur l'habitation
- Perspectives du marché, Nord du Canada
- Tableaux de données provisoires sur les mises en chantier
- Rapport sur le marché locatif : Faits saillants provinciaux
- Rapport sur le marché locatif, grands centres urbains
- Statistiques sur le marché locatif
- Construction résidentielle en bref, centres urbains des Prairies
- Rapports sur les résidences pour personnes âgées

Obtenez tout de suite l'information dont vous avez besoin!

Cliquez sur www.schl.ca/marchedelhabitation pour consulter ou télécharger des publications ou encore pour vous abonner.

Les rapports électroniques du Centre d'analyse de marché de la SCHL procurent une foule de renseignements détaillés sur les marchés national, provinciaux, régionaux et locaux.

- **Prévisions et analyses :** renseignements sur les tendances futures du marché de l'habitation aux échelles locale, régionale et nationale.
- **Données et statistiques :** renseignements sur les différents aspects du marché de l'habitation – mises en chantier, loyers, taux d'inoccupation, et beaucoup plus!

PORTAIL DE L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DE L'HABITATION

Les données sur l'habitation comme vous les voulez

Information à un emplacement centralisé

Données à l'échelle d'un quartier

Accès rapide et facile

schl.ca/portailmh

61502_2014_Q04